PROTOCOLE DE PREFIGURATION

DU

PROJET DE RENOVATION URBAINE

DU QUARTIER DE BEL AIR
A NEUVILLE-LES-DIEPPE

SOMMAIRE

PREAMBULE..... p.4

Article 1. Quartiers d'intervention..... p.7

Article 2. Objectifs poursuivis dans le quartier visé au présent protocole de préfiguration..... p.9

2.1 Contexte et projet de Territoire..... p.9

2.2 Orientation du projet d'agglomération..... p.10

2.3 Orientations stratégiques du contrat de ville 2015-2020..... p.12

2.4 Premiers objectifs opérationnels en matière de renouvellement urbain.. p.22

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration (avis de Mme la Préfète)..... p.25

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration..... p.26

4.1 Les études déjà réalisées ou en cours..... p.26

4.2 Les études complémentaires à réaliser dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine du quartier de « Bel Air » p.29

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage p.31

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain..... p.31

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014..... p.34

Article 8. Gouvernance et conduite de projet..... p.35

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail p.36

Article 10. Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration..... p.40

Article 11. Durée du protocole de préfiguration..... p.40

Article 12. Conditions de finalisation de la convention pluriannuelle-points de rendez-vous avec l'Anru..... p.41

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration..... p.41

Signatures p.44

ANNEXES p.46

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Comptable et Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

SIGNATAIRES

- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, établissement Public Industriel et Commercial de l'Etat, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 453 678 252 , dont le siège est à Paris (6e), 69 bis rue de Vaugirard, 75 006 Paris, ci-après dénommée l'ANRU ou l'Agence représentée par Madame la Préfète de la Région Normandie, Préfet de Seine-Maritime, la déléguée territoriale de l'ANRU pour le département de la Seine-Maritime,

- La Ville de Dieppe, représentée par son Maire, ci après dénommé le porteur de projet ou la Ville, agissant en vertu d'une délibération n°23 du Conseil Municipal du 1er février 2017,

- La Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par sa Directrice Régionale, ci-après dénommée la CDC,

- La Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime représentée par son Président, ci-après dénommé Dieppe-Maritime, la communauté d'agglomération ou l'agglomération, agissant en vertu d'une délibération du 14 mars 2017,

- L'Office Public de l'Habitat (OPH), habitat 76; représenté par son Directeur Général, ci-après dénommé habitat 76,

- L'Entreprise Sociale de l'Habitat (ESH), Sodineuf Habitat Normand, représentée par son Directeur Général, ci-après dénommée Sodineuf,

- Le Département de la Seine-Maritime, représenté par son Président, ci-après dénommé Département de la Seine-Maritime, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du 02 mars 2017.

PREAMBULE

Contexte géographique et social :

La ville de Dieppe qui compte une population d'environ 32 000 habitants est la ville centre de la Communauté d'Agglomération "Dieppe-Maritime", créée en 2003, de 55 000 habitants environ, qui constitue l'un des pôles de développement de la Haute-Normandie. Dieppe-Maritime, 3ème Communauté d'Agglomération du Département de Seine-Maritime par sa population après celles de Rouen et du Havre, constitue également le coeur économique et démographique d'un bassin de vie de 30 kilomètres de rayon, qui accueille 200 000 habitants. D'un point de vue géographique, l'armature urbaine est organisée autour de la Ville de Dieppe qui regroupe 58 % des habitants du territoire.
En Haute-Normandie, l'agglomération dieppoise est celle où les revenus sont les plus faibles (revenu annuel médian inférieur à 16 000 € par unité de consommation). Selon l'Insee, les niveaux de revenus par commune montrent de fortes inégalités sur le territoire de la communauté d'agglomération. La commune de Dieppe offrant un parc locatif privé ou social important, elle concentre naturellement la population avec de faibles ressources. Ce phénomène se retrouve dans diverses proportions dans toute commune qui joue un rôle de pôle sur ses environs, encore plus à Dieppe où les communes limitrophes sont très petites à côté d'une grande ville concentrant les fonctions de centralité et de première banlieue.

Ville portuaire, chef-lieu d'arrondissement, Dieppe ville touristique est surclassée 40 000 / 80 000 Habitants. Un diagnostic social infra-urbain a été réalisé par l'INSEE en février 2014 et a mis en évidence les disparités fortes existant entre les quartiers de la ville. En effet, la répartition des revenus est assez typée selon les territoires. Certains quartiers sont peu touchés par la pauvreté, quel que soit le critère retenu (revenu médian, allocataires du RSA, revenus majoritairement composés de prestations sociales, bénéficiaires de la CMU complémentaire). En revanche, les revenus médians sont plus faibles dans les anciennes zones urbaines sensibles (Les Bruyères, Val Druel et Neuville Neuf). Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires du RSA est très important dans le quartier du Pollet, qui concentre aussi, comme le reste du centre ville, un nombre élevé de personnes vivant majoritairement des prestations sociales, plus que dans les anciennes zones urbaines sensibles.

Projets de rénovation urbaine déjà réalisés ou en cours de réalisation:

Au sein de l'agglomération, alors que Dieppe compte environ 58 % des habitants, 85 % des logements sociaux y sont concentrés. Par ailleurs on constate qu'à population égale, le nombre de ménages et la demande de logement non satisfaite augmentent du fait du nombre important de familles monoparentales dans les quartiers prioritaires.

Ces éléments ont conduit, de longue date, la ville à mettre en oeuvre un projet de rénovation urbaine qui tienne compte de toutes les caractéristiques de la ville de Dieppe, à la fois cité au fort passé historique et architectural divers, et ville populaire et moderne.
Celui-ci débute dès les années 1980 avec la réhabilitation du centre historique de la ville. Le centre historique a été en grande partie reconstruit, selon les plans de l'architecte de Louis XIV, M. de Ventabren, après le terrible bombardement de 1694. Au fil du temps, de trop nombreux immeubles ont été dégradés, faute d'entretien suffisant. Un **dispositif "Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat"** existe sur le territoire communal depuis 1983, dans le quartier Saint-Jacques, le Bout du Quai, le centre-ville et le quartier du Pollet. Ce sont ainsi plus de 1 000 logements qui ont été réhabilités au cours de ces opérations

successives, et qui se poursuivent actuellement dans le cadre de la Concession d'Aménagement confiée à la Semad.

Parallèlement, une intervention lourde a concerné la **Zone Urbaine Sensible des Bruyères** de 1999 à 2001. Cette opération a été menée conjointement par la ville et le bailleur Sodineuf, avec le soutien de l'État, et après un long travail de concertation de la population. On peut aujourd'hui mesurer comment cette restructuration a amené un changement d'image du quartier. L'intervention menée a concerné à la fois le bâti, avec la recomposition architecturale extérieure des bâtiments ; la démolition partielle de l'immeuble le plus ancien, le Balzac ; la reconstruction de maisons individuelles ; mais aussi la résidentialisation des espaces, et surtout a recréé du lien social avec la restructuration du pôle de service et le travail mené sur l'insertion. Il reste cependant l'extrême fragilité économique des habitants de ce secteur.

La rénovation urbaine des quartiers de Neuville Nord et du Val Druel qui a été réalisée suite au dossier retenu au titre de l'Anru 1 s'inscrit dans ce projet global et à long terme. Le projet sur les deux quartiers est une vision pragmatique du renouvellement urbain, s'inspirant à la fois de la réalité de ces quartiers, de leur histoire, de leur inscription dans la ville et son développement. Les changements en cours pour ces deux quartiers sont fondamentaux et commencent largement à produire leurs effets, tant en matière d'offres de logements, que d'équipements ou de cadre de vie valorisé pour les habitants de ces deux quartiers.

Mise en œuvre et enjeux du nouveau Contrat de Ville :

La nouvelle géographie prioritaire définie par la loi de février 2014 repose sur un critère unique : le seuil de bas revenus de l'unité urbaine. Les périmètres des quartiers prioritaires de l'Agglomération ont été précisés par un arrêté du Préfet. Trois quartiers prioritaires ont été retenus à Dieppe, pour une population d'environ 6800 habitants : les Bruyères-Ferme des hospices, Neuville Nord, Val Druel.

La logique de quartier vécu, prenant en compte les usages des habitants, permet de dépasser les effets de seuil et de frontières intrinsèques à la définition de périmètre. Les équipements et les services bénéficiant aux habitants des quartiers prioritaires doivent être soutenus même s'ils sont situés au delà de ces quartiers.

Enfin, le quartier du Pollet a été retenu par le Préfet comme un territoire de veille active, nécessitant le maintien d'une attention soutenue des pouvoirs publics et de certains dispositifs (adultes relais, Programme de réussite éducative).

La préparation du Contrat de Ville unique a été initiée en 2014. La phase initiale a permis un temps d'appropriation du projet de territoire du Contrat par les différents signataires, via le recensement puis le partage des éléments de diagnostic sur les territoires. Le diagnostic territorial partagé se base sur des données statistiques et quantitatives (diagnostic social infra urbain de l'INSEE, données du Contrat Local de Santé, recensements des services ...) et qualitatives (entretiens individuels avec des professionnels de terrain, ateliers collectifs « regards croisés », concertation des habitants et acteurs locaux...).

L'ambition de ce diagnostic est d'aller au-delà d'une description figée des territoires concernés en proposant plutôt une vision dynamique des problématiques des quartiers prioritaires afin de pouvoir dégager des orientations stratégiques pertinentes pour la réduction des inégalités territoriales.

La démarche se situe dans une approche globale et participative, visant à articuler étroitement les enjeux urbains, sociaux et économiques.

Le Contrat de Ville est porté par l'Etat, la Communauté d'agglomération Dieppe-Maritime, la ville de Dieppe et associe la Région Haute- Normandie et le Département de Seine-Maritime ainsi que d'autres acteurs (Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales, Caisse des dépôts et consignations...). Dans le cadre de ses compétences, chaque signataire doit être en mesure de cibler ses politiques de droit commun au bénéfice des habitants des quartiers. Le Contrat de Ville détermine les priorités locales permettant de répondre aux besoins spécifiques des habitants des quartiers prioritaires. Chaque signataire s'engage à mobiliser ses crédits de droit commun, et, si besoin, des crédits spécifiques, en cohérence avec les orientations stratégiques portées par le contrat de ville. Un plan d'actions et une annexe financière précisant les engagements financiers de l'ensemble des signataires envers les quartiers prioritaires seront joints au contrat. La mise en œuvre du Contrat de Ville sera évaluée annuellement, à partir des indicateurs retenus et en intégrant les propositions des conseils citoyens. Le plan d'actions et l'annexe financière seront actualisés annuellement.

Les partenaires ont intégré le principe d'un contrat construit autour des thématiques regroupées en piliers et complétées de trois axes transversaux :

LES AXES TRANSVERSAUX

Jeunesse

Egalité entre les femmes et les hommes

Lutte contre les discriminations

Le pilier Cohésion Sociale	**Le pilier Cadre de Vie et Renouvellement Urbain**	**Le pilier Emploi et Développement Economique**
Prévention et accès aux soins, bien-être, lutte contre l'isolement	Aménagement	Accès à l'emploi, formation, insertion professionnelle, développement économique, commerce
Accès à la culture, au sport et au loisir	Habitat et peuplement	
Education, parentalité	Cadre de vie	
Prévention de la délinquance et accès au droit	Transport et mobilités	

Article 1. Quartier d'intervention

Sur les trois quartiers prioritaires, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine n'a retenu que le quartier de Bel Air au titre de l'ANRU 2 sur les crédits d'intérêts régionaux. Pour ce quartier, le nouveau périmètre a été modifié et notamment réduit par rapport au périmètre de l'ancienne ZUS / ZRU mais il a été étendu au quartier de Bel air et de la rue Madame René Coty, ce qui a permis à la Ville de présenter un projet de Rénovation Urbaine sur ces nouvelles extensions du périmètre ainsi que sur les équipements sportifs de Robert Vain qui figuraient déjà dans l'ancien périmètre de la ZUS / ZRU mais qui n'avaient pas fait l'objet d'interventions dans le cadre de l'ANRU 1.

Le quartier de Bel air rassemble 2 119 habitants, avec un revenu annuel médian de 12 000 €.

Les autres données socio-économiques sont les suivantes (données INSEE – IRIS du secteur Bel Air) :

- part des chômeurs (15-64 ans) : 23,50 %

- part des actifs ouvriers (15-64 ans) : 37,90 %

- part des personnes vivant dans une famille monoparentale : 21,80 %

- part des personnes de 15 ans ou plus sans diplôme (non scolarisées) : 30 %

- part des personnes de 15 ans ou plus diplômées de l'enseignement supérieur : 2,70 %

- part des ménages en HLM : 63,20 %

- allocataires percevant le RSA : 7,10 %

- allocataires dont le revenu est constitué de plus de 50 % de prestations sociales : 17,70 %

Le quartier Bel Air se situe sur le plateau de Neuville-lès-Dieppe, à proximité immédiate du quartier de Neuville Nord qui a fait l'objet d'une rénovation urbaine très importante dans le cadre de l'ANRU 1, qui se poursuit actuellement. Constitué des immeubles en plots de Sodineuf Habitat Normand, des équipements sportifs de Robert Vain et des quatre petits immeubles d'habitat 76 de la rue Madame René Coty, ce quartier assure une relative transition urbaine entre les quartiers pavillonnaires périphériques et les barres et tours de Neuville. Pour conforter la reconquête urbaine du secteur, un effort de requalification urbaine doit être apporté sur les espaces publics de la rue Madame René Coty, sur le patrimoine immobilier d'habitat 76 implanté le long de cette voie (réhabilitation, sécurisation, résidentialisation) et sur le centre culturel le Drakkar. L'effort de requalification urbaine devra aussi porter sur le secteur de Bel Air, propriété du bailleur social Sodineuf Habitat Normand. Des améliorations sur les logements, les aires de jeux, la résidentialisation des espaces de proximité des immeubles et des parkings, mais aussi la création de quelques opérations de logements (maisons de ville, habitat intermédiaire) et la démolition de quelques immeubles pourraient être envisagées pour assurer une diversification de l'offre de logements sur le site et également sur le futur écoquartier du Val d'Arquet Est. A l'interface des patrimoines des deux bailleurs sociaux, le complexe sportif Robert Vain mérite une attention particulière. En effet, cet équipement sportif, situé au cœur même du quartier, à l'interface entre le

patrimoine de Sodineuf Habitat Normand et celui d'habitat 76, constitue un lieu pour la pratique sportive des habitants du quartier de Bel Air, mais c'est aussi un moyen de s'ouvrir sur l'extérieur puisqu'il permet à des gens de l'extérieur au quartier d'y venir. Il s'agit donc d'un lieu clé pour la pratique sportive des habitants du secteur, mais au-delà de Neuville en général, et permettant le désenclavement du quartier grâce aux échanges avec l'extérieur réalisés lors de manifestations diverses et variées, qu'il convient de conforter.

Pour ce quartier, un autre lieu stratégique, le Drakkar, centre culturel de Neuville, constitué d'une bibliothèque-ludothèque et d'une salle de spectacles joue un rôle important en matière de désenclavement du quartier. En effet, si la bibliothèque-ludothèque est principalement fréquentée par les Neuvillais (cf. annexe 1 la synthèse de l'activité de la bibliothèque en 2014), la salle de spectacles, grâce notamment à la programmation Dieppe Scène Nationale attire des habitants de l'ensemble de la Ville et de l'Agglomération dieppoise. Afin de répondre au mieux à l'accueil du public, cet équipement nécessite des améliorations pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Il est aussi envisagé d'aménager à l'extérieur un espace d'animation (espace de lecture et de jeux extérieurs), pour ouvrir davantage l'équipement sur le quartier.

Les écoles Langevin et Paul-Bert qui accueillent les enfants habitant dans les immeubles du quartier Bel Air doivent également faire l'objet de travaux importants en matière d'accessibilité PMR et d'isolation thermique, dans un souci d'optimisation, de recherches d'économies d'énergie et pour offrir un cadre plus valorisant pour étudier.

En termes de sécurité et de tranquillité publique, ce quartier, comme l'ensemble des quartiers prioritaires de Dieppe, n'est pas touché par les violences urbaines. Par ailleurs, la police nationale a noté une baisse des faits de délinquance, avec, sur le périmètre de Neuville, dont relève Bel Air, 142 faits constatés en 2013 et 75 en 2014. Le service Médiation Tranquillité de la Ville de Dieppe recense parallèlement 223 sollicitations en 2014 sur le quartier Neuville Grands immeubles sur un total de 746 sollicitations. Concernant plus particulièrement Bel Air, on ne constate pas de problèmes récurrents. Les demandes d'intervention, très ponctuelles, concernent les rassemblements dans les caves, les jeux de ballons ou les troubles de voisinage.

Les habitants de Bel Air, comme ceux des quartiers prioritaires de la ville, ont besoin d'un renforcement de l'offre de soins de premier recours. Cet axe de travail constitue un des objectifs opérationnels du Contrat local de santé 2013/2015 pour les quartiers politique de la ville. Les projections du nombre de médecins à l'horizon 2030 montrent une baisse importante du nombre de professionnels, puisque près de 60% des omnipraticiens libéraux installés à Dieppe sont âgés de 55 ans et plus (ORS Haute-Normandie, *Contribution au diagnostic local de santé*, mars 2012). Les chirurgiens dentistes et les infirmiers sont également plus âgés que la moyenne nationale. Par ailleurs, sur Dieppe, les taux d'équipement en offre hospitalière sont nettement inférieurs à la moyenne nationale, que ce soit en soins de courte durée, en soins de suite et de réadaptation ou bien en psychiatrie. Ces constats sont particulièrement problématiques au regard de la surmortalité générale et prématurée constatée sur le territoire de santé de la Ville de Dieppe, et des logiques de renoncement aux soins identifiées par les professionnels chez les populations défavorisées.

Le taux de chômage à Bel Air (données IRIS) est particulièrement important : 23,50%. Les familles monoparentales sont nombreuses dans ce quartier et les hommes y sont plus souvent diplômés que les femmes, à l'inverse de ce qui est observé en général. Les difficultés d'accès à l'emploi s'y concentrent sur les jeunes : 25% des 15-29 ans sont au chômage, 33% sont non scolarisés et sans emploi et 33% sont non diplômés. Bel air connaît également une surreprésentation des actifs sans diplôme. De façon générale, selon les données INSEE 2010, les métiers plus présents à Dieppe qu'ailleurs sont ceux de la pêche, de la production alimentaire, du travail des métaux, de l'industrie mécanique électronique ou électrique. Ceux qui le sont sensiblement moins sont le commerce, l'enseignement, l'administration et la construction. Pour certaines familles de métiers, les habitants du territoire doivent relativement plus chercher des emplois à l'extérieur : bâtiment gros œuvre travaux publics et second œuvre, environnement, nettoyage, sécurité. Ces données posent la question de l'accès à la mobilité pour les demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires.

Bel Air bénéficie, comme le reste de Neuville, d'un pôle commercial diversifié et équilibré, et d'un marché bien inséré dans son environnement urbain (Intencité, *Étude sur le maintien et la dynamisation du commerce à Neuville Nord – Dieppe*, juillet 2015). Cependant, il existe plusieurs points de vigilance : une évolution de l'offre commerciale et une dynamique de marché à surveiller, des séquences commerciales hétérogènes, des cessions d'activités à prévenir, un environnement concurrentiel... L'attractivité de ce pôle commercial est affectée par un manque d'accessibilité et un déficit de visibilité. Le diagnostic posé par le cabinet Intencité va permettre d'alimenter la réflexion sur les actions à mener.

Article 2. Objectifs poursuivis dans le quartier visé au présent protocole de préfiguration

Le projet de rénovation urbaine s'inscrit dans les objectifs de Dieppe-Maritime : concilier qualité du cadre de vie, développement social et développement économique.

2.1 Contexte et projet de Territoire :

2.1.1 Contexte :

Pôle d'emploi d'un bassin de vie plus large, l'agglomération présente un tissu économique assez diversifié et une vocation maritime et portuaire marquée. Le territoire est également doté d'un fort potentiel touristique, sur les plans culturel, rural et balnéaire. La diversité et la richesse écologique des milieux naturels (bois, falaises, zones humides, zones estuariennes, valleuses, cours d'eau, landes...) font de Dieppe-Maritime un territoire particulièrement important pour la conservation et la protection d'un patrimoine naturel encore très menacé. La préservation et la mise en valeur de ces atouts constituent un enjeu majeur pour l'agglomération de Dieppe, non seulement dans un souci de conservation du patrimoine naturel et culturel, mais également dans le but de concilier qualité du cadre de vie, développement social et développement économique.

2.1.2 Un projet de Territoire :

Dès sa création, Dieppe-Maritime s'est engagée dans une réflexion sur les défis de son territoire. Elle a élaboré son projet d'agglomération, qui s'est concrétisé en 2004 par un premier programme d'action. Ce contrat d'agglomération a permis de structurer le territoire (Plan de Déplacement Urbain, Programme Local de l'Habitat...). Le projet d'agglomération

souligne l'importance de « mettre en œuvre une stratégie de développement durable adaptée au contexte local et réellement perceptible par l'ensemble des acteurs locaux ».

2,2 Orientations du projet d'agglomération

Au niveau intercommunal et communal, le projet de territoire se décline dans plusieurs documents stratégiques.

Un **Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)** est en cours d'élaboration pour le Pays Dieppois Terroir de Caux. Le périmètre de ce futur SCOT est composé des six intercommunalités composant le Pays. La stratégie de développement du territoire sera définie dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Le calendrier prévisionnel de la procédure indique une approbation du SCOT en 2017.

Le **Programme Local de l'Habitat (PLH)** 2013-2018 a été adopté par la Communauté d'agglomération en décembre 2012. Il se décline sur la base de cinq principes d'intervention : développer l'offre en logements publics et privés pour répondre à la diversité des besoins, mener une politique foncière durable, améliorer la qualité de l'habitat (parcs privé et public), assurer une réponse diversifiée aux besoins en logement et hébergement des publics spécifiques, mettre en œuvre le PLH AEU 2013-2018 et assurer son suivi, son évaluation dans une logique de développement durable. Les orientations du PLH seront prises en compte dans le cadre du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » du Contrat de Ville. Ce PLH prévoit comme objectif, pour la période 2013 – 2018, une production globale sur l'Agglomération de 1600 logements dont 670 logements sociaux et une production pour la Ville de Dieppe de 942 logements au total (soit une moyenne de 157 logements par an) dont 506 logements sociaux ***(cf pages n°14, 15 et 16 de l'annexe 1)***.

Le **Plan de Déplacement Urbain (PDU)** a été adopté par la Communauté d'agglomération en mars 2009. Il vise essentiellement l'accessibilité quotidienne de Dieppe et les conditions de cheminement et de sécurité dans le reste de l'agglomération. Trois objectifs principaux y sont posés : une sécurisation des déplacements et une intégration de l'agglomération toute entière au principe de transport public pour tous, une amélioration des cheminements modes doux et une réduction des vitesses dans les bourgs et les quartiers périphériques de Dieppe, une nouvelle gestion de l'espace public central au profit des modes alternatifs à l'automobile dans le centre ville de Dieppe et une reconquête du front de mer pour l'intégration des modes doux. Dans le cadre de la politique de la ville, la mobilité est importante car elle doit permettre l'accès de tous à l'emploi, aux services publics, aux équipements culturels, de loisirs... L'amélioration des possibilités de déplacements et de la qualité du cadre de vie sont des enjeux associés à cette question de la mobilité.

Le **Schéma local des déplacements** a été adopté par la Communauté d'agglomération en décembre 2009. Il vise principalement à restructurer le réseau urbain existant et à élargir sur dix communes le réseau suburbain. La restructuration du réseau urbain comprend notamment les actions suivantes:
- une nouvelle architecture pour le réseau « urbain » structuré autour de 3 lignes « fortes »,
- la circulation à double sens du boulevard Clémenceau pour desservir le futur pôle multimodal de la gare de Dieppe (Dieppe-Sud),
- la création d'un nouveau point central pour le réseau à la gare de Dieppe,
- un réseau qui accompagne le développement urbain : du Val d'Arquet, du Belvédère (Val Druel), de la zone SERVIUS /Maison Blanche et de Dieppe Sud,
- la création d'une navette desservant le centre ville.

L'extension du réseau à 10 nouvelles communes prévoit le développement, des services scolaires, des lignes de transport à la demande vers Dieppe et de la desserte des marchés principaux de l'agglomération. Le programme de ces actions s'étalait sur la période 2010 à 2015.

A noter, en matière de transport, compétence de Dieppe-Maritime (Agglomération), ce quartier bénéficie du meilleur niveau de service proposé par le réseau de transports urbains. Par ailleurs, une extension de la ligne 1 est désormais opérationnelle pour la desserte du nouveau quartier du Val d'Arquet. Le détail de la desserte du quartier (avec l'extension future des lignes de bus) est présenté dans l'annexe 1.

Le **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** a été adopté par la Ville de Dieppe en janvier 2014. Un diagnostic préalable a permis d'identifier huit enjeux : renforcer l'attractivité économique de la Ville, affirmer la vocation des pôles économiques moteurs, développer l'emploi et la formation pour assurer une relance démographique, valoriser le cadre de vie, préserver la qualité de l'environnement et le mettre en valeur, inscrire les déplacements dans une démarche de développement durable, accompagner les évolutions économiques dans une démarche de développement durable, favoriser le lien social et les synergies endogènes entre les habitants. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui décline les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme pour l'ensemble de la commune, a retenu quatre axes principaux : réaffirmer la position de Dieppe comme un pôle d'équilibre et de développement durable du territoire régional ; valoriser le patrimoine urbain, paysager et environnemental situé entre mer, vallée et plateaux ; constituer un pôle d'habitat équilibré dans le cadre de la CA Dieppe-Maritime ; favoriser le rayonnement de Dieppe à l'échelle du Nord du département en rendant attractifs les équipements, desservis par une infrastructure multimodale. Le PLU intègre de nombreux objectifs concernant les quartiers prioritaires et le territoire de veille active de Dieppe comme, entre autre, renforcer les liens entre les différents quartiers, affirmer le principe de mixité sociale par la programmation de nouveaux logements... La démolition des immeubles de Sodineuf Habitat Normand permettra la construction de nouvelles constructions qui intégreront au minimum la norme RT 2012 en conformité avec les exigences réglementaires du Grenelle 2. Le secteur concerné par le PNRU 2 est situé en zone UC à vocation d'habitat à dominante collectif, qui n'a pas fait l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), n'est pas soumis à une Servitude d'Utilité Publique (SUP) et se situe hors de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP). Les objectifs du PLU prévoient la construction de 250 logements par an sur le territoire de la Ville de Dieppe.

La Communauté d'agglomération Dieppe-Maritime a inscrit dans son premier contrat d'agglomération la réalisation d'un **Agenda 21**. Elaboré deux ans plus tard, l'Agenda 21 vient compléter et approfondir le projet d'agglomération au regard du développement durable. Adopté en novembre 2007, l'Agenda 21 de la Communauté d'Agglomération Dieppe-Maritime, fruit de deux années de travail, menées avec les habitants, les responsables associatifs et économiques ainsi que les élus, a été labellisé en novembre 2008 « Agenda 21 local de France » par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire. L'Agenda 21 de la Ville de Dieppe, quant à lui, a été approuvé par le Conseil Municipal le 05 juillet 2012 (délibération n°43), il se décompose en 4 axes :

- l'axe 1 : la lutte contre le changement climatique – Dieppe, ville exemplaire,
- l'axe 2 : la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,
- l'axe 3 : Cohésion sociale, économie durable et participation locale,
- l'axe 4 : Cadre de vie, l'épanouissement des Dieppois au sein de la ville.

Ces 4 axes sont eux mêmes décomposés en 18 défis et 71 actions. Chaque défi est assorti d'un ou de plusieurs objectifs.

Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte

Par délibération n°38 en date du 1er octobre 2015, le Conseil Municipal a validé les termes de la convention particulière de mise en œuvre de l'appui financier relative au fonds de financement de la transition énergétique.
Cette convention, signée par l'État et la Ville de Dieppe, en présence de la Caisse des Dépôts et Consignations le 8 décembre 2015 précisait le champ de l'action affichée dans la convention passée avec la Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise du 16 juin 2015 dite « convention mère ». Ainsi, la convention « fille » passée par la Ville de Dieppe concernait une action de sensibilisation et de communication sur les livraisons dont le montant de l'appui financier s'établissait à 5 000 €.

Au gré de l'intérêt réel de la collectivité pour la transition énergétique, de l'avancée de certaines actions et de la possibilité d'obtenir des aides, il est apparu nécessaire d'inscrire des actions complémentaires, sujet de l'avenant. Cinq actions ont ainsi été identifiées :
- Renouvellement de la flotte publique par des véhicules propres (1 véhicule par an sur 3 ans).
- Modernisation de l'éclairage public par des leds (Arcade de la Bourse, Quai Henri IV et Quai du Hâble).
- Amélioration de la performance du tri sélectif (création de 15 PAVE: points d'apport volontaire enterrés).
- Education à l'eco-citoyenneté (aide à l'investissement pour la mise en oeuvre d'un programme d'éducation à l'environnement dans les écoles primaires).
- Gestion durable des espaces verts, agricoles et forestiers (aide à l'investissement pour la mise en place de la gestion différenciée).

Ces actions, plus précisément décrites dans la convention, sont accompagnées d'un plan de financement. Elles mobilisent un soutien financier supplémentaire au titre d'une deuxième tranche de 310 800 € supplémentaires pour une dépense totale estimée à 388 500 € (HT). Cette aide, en lien avec l'avenant passé par Dieppe-Maritime, amène une enveloppe globale pour la deuxième tranche de 500 000 € au titre du Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEP-CV) (189 200 € d'aide pour Dieppe-Maritime, 310 800 € pour la Ville de Dieppe).

2. 3 Orientations stratégiques du contrat de ville 2015-2020

Les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels du Contrat de Ville 2015-2020 répondent aux enjeux posés dans le diagnostic territorial partagé.

2.3.1 Pilier Cohésion Sociale

2.3.1.1 - Soutenir la construction de parcours de mobilité culturelle, sociale et professionnelle

Eu égard à la précocité des inégalités et à leur caractère cumulatif, il est important de promouvoir des actions « préventives » dès la toute petite enfance, afin de soutenir les enfants n'ayant pas grandi dans un milieu propice aux apprentissages, avant même l'entrée à l'école. La lutte contre l'échec scolaire reste une priorité.

Modifier les représentations, ouvrir sur des possibles, soutenir les aspirations des jeunes sont nécessaires. Les personnes non diplômées et éloignées de l'emploi doivent avoir la possibilité de développer des connaissances et des compétences tout au long de leur vie. Acquérir des savoirs de base, développer ses savoir-faire et savoir-être, mais aussi participer à des échanges, élargir son horizon culturel, pouvoir valoriser ses expériences : tous ces processus doivent être soutenus.

2.3.1.2 Valoriser les capacités d'initiative et participatives des habitants des quartiers

Le besoin d'améliorer l'information et l'orientation des personnes éloignées des institutions a été constaté. La promotion des comportements favorables à la santé et au bien être est un préalable à la remobilisation. Le sport est aussi un levier intéressant tant pour la remobilisation de la jeunesse que pour le soutien au vivre ensemble. Il ressort en outre de la consultation la nécessité d'aller vers les publics. Plus globalement, il faut permettre aux habitants de participer à la vie de leur quartier et à la vie locale. Le soutien de toutes les initiatives et des projets d'utilité sociale est important. Dans cet esprit, les structures de proximité sont amenées à renforcer leur rôle de relais.

2.3.1.3 Renforcer l'accompagnement social, socio-professionnel et éducatif des plus fragiles

On note une forte demande d'une meilleure coordination entre les intervenants pour que les parcours soient cohérents et adaptés à chaque personne. Les professionnels interrogés ont aussi beaucoup insisté sur le besoin de renforcer le lien avec les familles. Des intermédiaires sont nécessaires entre les familles et les institutions. Il est notamment crucial de travailler à réconcilier certains parents avec l'école. Les actions autour de la parentalité doivent permettre de soutenir les parents dans leurs responsabilités éducatives.

2.3.1.4 Prévenir et mieux prendre en charge le mal-être et toutes les formes de violence

L'identification des personnes « décrochées » est une difficulté qui demande à améliorer la fluidité de l'information entre les professionnels. Les acteurs consultés soulignent que ces publics nécessitent une grande proximité et disponibilité, ainsi qu'une meilleure prise en charge médicale et médico-sociale. Les actions de médiation, d'aide aux victimes sont également indispensables pour lutter contre les incivilités et la violence intrafamiliale.

Tableau 1: Orientations du Pilier « Cohésion Sociale »

Orientations	Objectifs	Types d'action
Soutenir la construction de parcours de mobilité culturelle, sociale et professionnelle	Favoriser un environnement favorable à l'épanouissement et à la réussite dès la toute petite enfance	- Identification et intervention sur les signes de fragilité - Apport d'une ouverture culturelle aux familles - Soutien à la fonction parentale
	Lutter contre le décrochage scolaire	- Accompagnement à la scolarité : > Soutien de l'apprentissage des fondamentaux (acquisition des pré-requis : lecture, écriture, mathématiques) avec des réponses adaptées à chaque enfant/jeune > Structuration locale de l'accompagnement scolaire - Actions à destination des élèves décrocheurs (exclus, absentéistes..)
	Soutenir et faciliter les choix et ambitions scolaires et professionnels	- Promotion des réussites scolaires, professionnelles, sociales, sportives... - Découverte des métiers et des cultures professionnelles - Acquisition de compétences psycho-sociales et de codes sociaux - Soutien à la mobilité et à l'autonomie
	Permettre l'acquisition et le développement de connaissances, de compétences et d'expériences tout au long de la vie	- Lutte contre l'illettrisme - Acquisition de connaissances de base, de savoir-faire, de savoir-être, d'expériences par l'activité économique - Éducation aux médias - Valorisation des expériences de vie - Échanges réciproques d'idées, de savoirs
Valoriser les capacités d'initiative et participatives des habitants des quartiers	Améliorer l'information et l'orientation des personnes en difficulté concernant les droits, les démarches, les services publics...	- Accès au droit des personnes les plus éloignées des institutions - Renforcement de la fonction de relais des structures de proximité
	Promouvoir les comportements favorables à la santé et au bien-être	- Actions de prévention et d'éducation à la santé sur les thématiques prioritaires (hygiène de vie, équilibre alimentaire, dépistage, vaccins...) - Actions autour du savoir-habiter
	Permettre aux habitants de participer à la vie locale et promouvoir l'engagement et la citoyenneté	- Soutien des initiatives et des projets des habitants - Mise en place de bourses à projets - Soutien des actions d'utilité sociale
Renforcer l'accompagnement social, socio-professionnel et éducatif des publics en difficulté	Renforcer les partenariats entre professionnels des différents secteurs d'intervention	- Amélioration de la fluidité de l'information - Mise en place de diagnostics partagés - Accompagnement individualisé avec un référent
	Accompagner les parents dans leurs responsabilités éducatives	- Développement des liens école-parents - Soutien à la fonction parentale

	Favoriser un meilleur accès au droit et répondre aux besoins spécifiques des personnes vulnérables et des personnes d'origine étrangère	- Aide aux démarches administratives - Actions de socialisation et d'intégration
Prévenir et mieux prendre en charge le mal-être et toutes les formes de violence	Améliorer la prise en charge sanitaire et médico-sociale des publics en souffrance	- Accompagnement des personnes en situation d'addiction (notamment à l'alcool) - Soutien aux personnes en souffrance psychosociale
	Développer les actions de médiation et d'aide aux victimes	- Accompagnement des victimes de violences intra-familiales - Médiation sociale pour assurer la tranquillité publique

Le secteur de Bel air bénéficie d'un ensemble d'actions spécifiques de la politique de la ville au même titre que les autres quartiers prioritaires : la Ville de Dieppe coordonne avec le soutien de l'Etat un programme local de réussite éducative et un Atelier santé ville, mène des actions de promotion des cultures professionnelles auprès des jeunes, d'intégration des personnes d'origine étrangère, de soutien à la réussite étudiante, de bourses à projets pour les jeunes, et porte un Fonds de participation des habitants. Les habitants de Bel air peuvent aussi bénéficier des actions d'accompagnement social global mené par l'association Ensemble vers l'insertion et l'emploi, de soutien à la parentalité avec la Parentèle, du relais aide et écoute psychologique et de l'accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool, conduits par Insersanté. Dans le cadre du Contrat de ville, le centre social Oxygène implanté à Neuville anime une coopérative de jeunes (« Scop'ados ») et une action d'insertion par l'activité bénévole. La Maison des jeunes/Maison pour tous, également implantée à Neuville, développe une action de théâtre forum.

2.3.2 Pilier Cadre de vie et Renouvellement Urbain

2.3.2.1 Mettre en œuvre un nouveau projet de rénovation urbaine des quartiers de Bel Air et de la Ferme des Hospices

Les interventions de renouvellement urbain pour le quartier Bel Air ont été retenues comme projet d'intérêt régional dans le cadre de l'Anru 2 (voir la description du programme dans l'article 2.4 ci-dessous).

Concernant la Ferme des Hospices, ce quartier n'a pas été retenu dans le cadre de l'Anru 2 mais fait partie du pilier 2 « Cadre de vie et Renouvellement Urbain » du Contrat de Ville. Des interventions de renouvellement urbain seront engagées dans le cadre du droit commun. La Ferme des Hospices se situe sur le plateau de Janval, à proximité du quartier des Bruyères. Constitué des immeubles en plots de Sodineuf Habitat Normand, des immeubles d'habitat 76 de l'avenue Jean-Jaurès et des nombreux équipements publics implantés au niveau du carrefour constitué de l'avenue Jean Jaurès et de la rue Léon Rogé, ce quartier est caractéristique du tissu urbain janvalais qui mélange secteurs pavillonnaires et quartiers d'immeubles.

Dans ce quartier, la mise en place d'ascenseurs sur le patrimoine locatif de Sodineuf Habitat Normand améliorera l'accessibilité de ces immeubles. De même, un travail de requalification des espaces publics, de résidentialisation des pieds d'immeubles et des espaces de stationnement, ainsi que la création d'une nouvelle aire de jeux apparaissent indispensables.

Quelques constructions complémentaires sous forme de petits collectifs pourraient également trouver leur place dans ce quartier "très aéré", dans un souci de limitation de l'étalement urbain. Sur le terrain contigu au patrimoine d'habitat 76, sis avenue Jean-Jaurès, et qui vient d'être intégré dans le nouveau découpage spatial de la politique de la ville, là où Renault Occasions était installé précédemment, un programme de logements sociaux et un pôle santé, articulés avec les 35 logements existants de la résidence Jules Ferry, sont prévus avec habitat 76 pour répondre à la volonté municipale de créer une "centralité" au cœur de ce quartier de Janval, en prenant en compte une requalification des espaces publics autour du carrefour constitué de l'avenue Jean-Jaurès, de la rue Léon Rogé et des voies adjacentes (lieu où de nombreux équipements publics desservant le secteur Bruyères / Ferme des Hospices sont concentrés : écoles maternelle et primaire ; Maison Jacques-Prévert avec sa mairie annexe, son centre social, sa poste, sa bibliothèque, sa crèche et sa salle de spectacles ; le complexe sportif avec ses trois gymnases).

2.3.2.2 Améliorer le cadre de vie et la relation des habitants à leur quartier

Le complexe sportif Robert Vain et plusieurs équipements municipaux desservant directement les populations concernées par la rénovation urbaine de ces deux quartiers doivent faire l'objet de rénovation et/ou d'aménagements complémentaires pour proposer une offre de services publics de meilleure qualité, en particulier en matière sportive, culturelle et d'enseignement.

Pour le quartier Bel Air, le Drakkar – centre culturel de Neuville –constitué d'une bibliothèque-ludothèque et d'une salle de spectacles - nécessite des améliorations pour l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Pour le quartier de la Ferme des Hospices, les équipements sportifs de la rue Léon Rogé (un gymnase, une salle de gymnastique et un tennis couvert) doivent être réhabilités en s'inscrivant dans une démarche de développement durable et d'économies d'énergie, mais aussi de meilleure intégration dans le paysage urbain du quartier. Il est prévu de réaliser une isolation thermique de ces bâtiments et un remplacement de la couverture. Parallèlement, des mises aux normes (rampes, modifications d'huisseries...) doivent être réalisées pour permettre l'accès à ces équipements aux personnes à mobilité réduite et favoriser leurs pratiques sportives. La Maison Jacques Prévert qui regroupe une mairie annexe, un centre social, un bureau de poste, une bibliothèque, une crèche et une salle de spectacles nécessite d'être mise aux normes pour mieux accueillir les personnes à mobilité réduite, et proposer des espaces intérieurs plus attractifs pour les divers publics qui la fréquentent. Les écoles Ferry et Feldmann qui accueillent les enfants habitant dans les immeubles de la Ferme des Hospices et des Bruyères doivent également faire l'objet de travaux importants en matière d'accessibilité PMR et d'isolation thermique.

Afin de permettre aux habitants de ces deux quartiers de s'inscrire dans le dispositif de tri sélectif des déchets mis en œuvre sur le territoire communal et intercommunal et pour pouvoir supprimer l'utilisation des vide-ordures dans les immeubles collectifs, préjudiciables à la bonne hygiène de ces lieux d'habitation, le projet de rénovation urbaine des quartiers Bel Air et Ferme des Hospices prévoit l'implantation de points d'apport volontaires enterrés

pour les ordures ménagères, le tri sélectif et le verre à proximité immédiate des entrées d'immeubles.
Dans le cadre de l'aménagement des deux quartiers constituant ce projet de renouvellement urbain du territoire dieppois, il est proposé de réaliser la création d'une nouvelle aire de jeux au coeur de chacun de ces deux secteurs, afin d'offrir un espace récréatif de proximité, au pied des immeubles. Ces espaces qui ont vocation à accueillir des jeunes enfants et leurs parents sont des lieux sécurisés avec une clôture basse en périphérie, équipés de jeux pour différentes tranches d'âge et de sols souples pour répondre aux normes de sécurité (en tenant compte des hauteurs de chute potentielles liées à chaque jeu installé) et permettant un nettoyage facile de ces espaces de rencontre.

Tous les dispositifs qui ont été mis en place dans le cadre de l'Anru 1 pour faciliter la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine et son appropriation par les habitants seront poursuivis, pour permettre à ce nouveau projet de se dérouler dans de bonnes conditions.

2.3.2.3 Développer la gestion urbaine de proximité

La gestion urbaine de proximité (GUP) est une démarche en cours dans les quartiers de Dieppe depuis 2003. Cet ensemble d'actions vise à améliorer le cadre de vie des habitants grâce à la mobilisation des acteurs du quartier sur des objectifs communs. Les quartiers du Val Druel et de Neuville bénéficient depuis le 18 juin 2010 d'un programme de rénovation urbaine (PRU). Conformément aux attentes de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (Anru), la gestion urbaine de proximité tient une place importante au sein des PRU. La finalité de cette démarche est de pérenniser les investissements réalisés sur les deux quartiers et d'impulser et formaliser des méthodes de travail partagées et efficaces entre gestionnaires. Dans cette optique, une convention de gestion urbaine de proximité commune aux deux quartiers a été signée le 15 décembre 2010 par l'Etat, la Ville et les bailleurs sociaux.

Les améliorations apportées dans les quartiers via cet outil sont à présent mesurables. De nouveaux diagnostics ont été menés pour définir les axes d'intervention à venir et pour organiser le cadre conventionnel de gestion urbaine de proximité annexé au contrat de Ville 2015-2020. Deux conventions distinctes ont été élaborées pour traiter le plus efficacement possible les dysfonctionnements repérés et acter les bonnes pratiques à l'œuvre dans chaque secteur. Ces conventions reprennent les enjeux forts pour chacun des deux quartiers, déclinés en axes stratégiques. Un plan d'actions précis et évaluable est ensuite établi et annexé aux conventions sous forme de fiches actions. Dans la continuité de cette démarche, une convention de gestion urbaine de proximité sera élaborée pour le quartier des Bruyères – Ferme des Hospices, en cohérence avec les conventions opérationnelles des deux quartiers concernés par le PRU. Ce quartier prioritaire de la politique de la ville doit aussi pouvoir bénéficier de la formalisation de bonnes pratiques et de procédures de repérage des dysfonctionnements. Ces trois conventions constituent des annexes du Contrat de Ville et définissent les enjeux, axes stratégiques et objectifs opérationnels de la GUP pour chacun des trois quartiers, complétés d'un programme d'actions adapté et évaluable qui pourra évoluer annuellement, et d'un dispositif de gestion concerté du quartier par la mise en place d'outils nécessitant une coordination des différents acteurs du quartier.

Tableau 2 : Orientations du Pilier « Cadre de Vie et Renouvellement Urbain »

Orientations	Objectifs	Types d'action
Mettre en œuvre un nouveau projet de rénovation urbaine des quartiers de Bel Air et de la Ferme des hospices	Conforter la reconquête urbaine du grand ensemble de Neuville Nord et contribuer à renforcer la mixité sociale de ce secteur	- Requalification des espaces publics de la rue Mme René Coty - Réhabilitation, sécurisation et résidentialisation du patrimoine immobilier d' habitat 76 de la rue Mme René Coty - Réhabilitation et résidentialisation de l'immeuble de logements de l'école Langevin - Requalification urbaine du secteur de Bel air (améliorations sur les logements, les aires de jeux, résidentialisation des espaces de proximité des immeubles et des parkings) - Diversification de l'offre de logements et meilleure insertion urbaine du secteur de Bel air (démolition et opérations de logement) - Réhabilitation du complexe sportif Robert Vain - Amélioration de l'accessibilité des immeubles de SHN
	Développer la requalification urbaine du quartier de la Ferme des Hospices et créer une centralité au cœur du quartier Janval	- Requalification des espaces publics, résidentialisation des pieds d'immeubles et des espaces de stationnement, nouvelle aire de jeux - Constructions complémentaires sous forme de petits collectifs - Requalification des espaces publics autour du carrefour avenue Jean-Jaurès/rue Léon Rogé - Amélioration de l'accessibilité des immeubles de SHN
Améliorer le cadre de vie et la relation des habitants à leur quartier	Proposer une offre de services publics de meilleure qualité en matière sportive, culturelle et d'enseignement	- Aménagements complémentaires du centre culturel de Neuville - Travaux d'accessibilité et d'isolation des écoles Langevin, Paul Bert, Ferry et Feldmann - Réhabilitation des équipements sportifs de la rue Léon-Rogé, et de Robert Vain - Mise aux normes et réaménagement de la Maison Jacques Prévert
	Améliorer les espaces de proximité	- Réalisation de nouvelles aires de jeu sécurisées - Implantation de PAVE pour les ordures ménagères
	Permettre aux habitants de s'approprier leur quartier et ses transformations	- Concertation avec les habitants et communication autour du projet global - Poursuivre l'accompagnement des différents travaux de rénovation urbaine dans une vision artistique et culturelle en plaçant au cœur de cet objectif la parole et l'action des habitants

Développer la Gestion urbaine de Proximité	Améliorer la propreté des espaces extérieurs	- Réduction des marques d'incivilité - Facilitation de l'entretien des espaces extérieurs - Amélioration de la communication entre gestionnaires et acteurs du quartier
	Assurer la maintenance et la pérennité des investissements réalisés	- Réactivité des gestionnaires dans l'identification et le traitement des éventuels problèmes liés aux nouveaux aménagements - Adaptation des éléments de repérage dans la nouvelle configuration des quartiers
	Améliorer la vie de quartier	- Accompagnement des habitants dans l'appropriation des nouveaux équipements - Veille sur les usages de ces nouveaux équipements - Fluidification de la circulation et régulation du stationnement - Traitement des dysfonctionnements spécifiques (ex : marché de Neuville) - Lieux de centralité comme espaces partagés et apaisés, contribuant au lien social

Le quartier de Bel Air bénéficie de la démarche de gestion urbaine de proximité mise en œuvre sur Neuville. Cette démarche, formalisée dans une convention opérationnelle, a permis une meilleure coordination des services intervenant sur le terrain, comme le montre par exemple la gestion coordonnée des encombrants sauvages entre le bailleur Sodineuf Habitat Normand et la communauté d'agglomération Dieppe-Maritime. Le Contrat de ville 2015 finance également « Nouveau décor individuel », une action autour du savoir-habiter menée par le centre de formation Forjecnor, et « Mémoires voyages, quartiers qui bougent » de l'association La Lorgnette, une action culturelle d'animation de la mémoire et de l'image du quartier de Neuville, afin d'accompagner les habitants dans leur appropriation des mutations urbaines.

2.3.3 Pilier Développement économique, Emploi, Formation et Insertion

2.3.3.1 Développer / soutenir l'activité économique favorisant le développement d'emploi dans les quartiers, favoriser le développement d'activités répondant aux besoins sociaux du territoire et mobiliser les entreprises du territoire

Il est nécessaire de soutenir la création d'entreprises dans les quartiers par une intensification du repérage et de l'accompagnement des porteurs de projets de création d'entreprises. Le champ de l'Economie Sociale et Solidaire doit être privilégié (entreprises, associations, chantiers d'insertion, entreprises d'insertion...). Favoriser les relais d'information des dispositifs de la création d'entreprises auprès des habitants devient donc impératif pour atteindre l'objectif souhaité. Les échanges avec les acteurs locaux ont permis de mettre en évidence que la mise en réseau des acteurs est également une nécessité afin de parvenir à mobiliser et sensibiliser les habitants des quartiers sur la création d'activité.

La nécessité de structurer un réseau d'entreprises autour des enjeux de la Politique de la Ville a été mise en avant durant la phase de diagnostic. A ce titre, la mise en place d'une Charte « Quartiers et Entreprises » avec les entreprises locales est intéressante pour instituer cette dynamique.

2.3.3.2 Faciliter l'insertion professionnelle et l'accompagnement des habitants vers l'emploi

La poursuite et le renforcement des modules de formation à destination des habitants est une priorité et peut passer par le développement des Actions / Formations sur l'acquisition de compétences et la lutte contre l'illettrisme, par la mobilisation des dispositifs existants (Initiative pour l'Emploi des Jeunes, Entreprendre pour apprendre, Approche Collective par la Mission Locale, Contrats Aidés, Dispositif du Diplôme à l'Emploi...). Il sera nécessaire d'assurer une plus grande visibilité des dispositifs de formation et de permettre une mise en réseau des acteurs pilotes de ces dispositifs de formation.

L'enjeu est également de favoriser la mobilité professionnelle des habitants liée aussi à des freins psychologiques forts. Il est donc nécessaire de communiquer autour de l'offre de transports, d'assurer une plus grande visibilité et connaissance des offres de stages et d'emploi.

2.3.3.3 Décloisonner les quartiers par le développement d'activités commerciales ou de services et renforcer l'attractivité, la dynamique et l'accessibilité des quartiers

Dynamiser les activités commerciales présentes dans les quartiers est donc un réel enjeu. Travailler à la création d'associations commerciales pour une plus grande visibilité apparaît nécessaire. Un travail de fond avec les bailleurs sociaux pour la mise en œuvre d'opérations de commerces en pied d'immeubles a été évoqué par les acteurs locaux. La signalétique des commerçants et leur identité visuelle est aussi une piste d'action sur laquelle la Ville de Dieppe mène une réflexion. Une étude sur la redynamisation du commerce neuvillais a également été lancée.

Tableau 3 : Orientations du Pilier « Développement Economique,

Orientations	Objectifs	Types d'action
Développer / soutenir l'activité économique favorisant le développement d'emploi dans les quartiers, favoriser le développement d'activités répondant aux besoins sociaux du territoire et mobiliser les entreprises du territoire	Soutenir la création d'entreprises dans les quartiers	• Mobiliser le réseau des partenaires à la création d'entreprises pour faciliter le repérage et l'accompagnement des porteurs de projets • Augmenter le pourcentage de "Couvés" issus des QPV au sein de la Couveuse d'Entreprises • Former / informer les partenaires du Contrat de ville (Mission locale...) à la création d'entreprises • Informer et sensibiliser à l 'ESS
	Favoriser les relais d'informations des dispositifs à la création d'entreprises auprès des habitants	• Communiquer sur les dispositifs de création d'entreprises • Mise en place de Points d'Informations Création Quartier • CitéLabs
	Favoriser la mise en réseau des acteurs pour faciliter le dialogue entre partenaires et le repérage des porteurs de projets	• Réunir les partenaires de la création d'entreprises
	Structurer un réseau d'entreprises autour des enjeux de la politique de la ville	• Faire connaître les entreprises / créer du lien entre l'entreprise et les jeunes des quartiers (s'appuyer sur le réseau d'entreprises du PLIE) • Décliner localement la charte « entreprises et quartiers » en lien avec les entreprises du territoire
Faciliter l'insertion professionnelle et l'accompagnement des habitants vers l'emploi	Renforcer et poursuivre les modules de formation et d'insertion à destination des habitants	• Développer les Actions / Formations sur l'acquisition de compétence et illettrisme, • Poursuivre et renforcer la mise en œuvre des dispositifs existants et mobilisables (Initiative pour l'Emploi des Jeunes), Entreprendre pour apprendre, Approche Collective (savoir-être professionnel) par la Mission Locale, Contrat Aidé (CUI et EA), Dispositif Diplôme à l'Emploi, Garantie Jeune + réseau Parrainage,...) • Favoriser le développement des entreprises d'insertion
	Renforcer la communication autour des dispositifs de formation professionnalisante et une plus grande mise en réseau des acteurs	• Assurer une plus grande visibilité des dispositifs de formation, • Permettre une plus grande mise en réseaux des acteurs pilotes de ces dispositifs de formation•
	Favoriser la mobilité professionnelle des habitants	• Communiquer autour de l'offre de transports (Kit mobilité réalisé par la MDEF), • Permettre l'accès à des outils pour une

		plus grande mobilité professionnelle (Plateforme de Mobilité pour l'insertion professionnelle, mise à disposition de voitures, de cyclo,...
	Assurer une plus grande visibilité et connaissance des offres de stages et d'emploi	• Créer une Plateforme de Visibilité des stages et offres d'emploi (page Facebook, autres,...)
	Développement des Clauses Sociales dans les marchés publics	• Continuer la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics et contribuer à l'Anru 2
Décloisonner les quartiers par le développement d'activités commerciales, artisanales ou de services et renforcer l'attractivité, la dynamique et l'accessibilité des quartiers	Dynamiser les activités commerciales présentes dans les quartiers	• Accompagner et redynamiser l'Association Commerciale • Travail de fond avec les bailleurs sociaux propriétaires de cases commerciales
	Travailler l'accessibilité et la signalétique des commerçants au sein des quartiers	• Étude sur la signalétique dans les quartiers (réalisée), redéfinition de la signalétique en cours - Etude sur la redynamisation des commerces à Neuville Nord (en cours) • Travailler sur les cases commerciales vides et l'installation de commerces

Les habitants du quartier de Bel Air peuvent bénéficier, comme ceux des autres quartiers prioritaires, des actions d'accompagnement vers l'emploi financées par le Contrat de ville 2015 : Soutien à la mobilité des jeunes et au programme 100 chances 100 emplois mené par la Mission locale, chantiers d'insertion conduits par l'ACREPT, les Ateliers du cœur, et FODENO, actions d'insertion du club de prévention Foyer Duquesne.

2.4 Premiers objectifs opérationnels en matière de renouvellement urbain

Ces grands enjeux du Contrat de Ville visent à articuler le renouvellement urbain et le développement social pour permettre de **retrouver l'attractivité des quartiers prioritaires**, aujourd'hui stigmatisés par la qualité des espaces, des équipements publics et des logements proposés ; à encourager les mobilités résidentielles avec la possibilité de retrouver des parcours résidentiels et une offre de logements diversifiée au sein de ces quartiers et enfin, à soutenir la pérennité des activités économiques existantes et en développer de nouvelles pour favoriser l'emploi des habitants.

Ces enjeux se déclinent dans les objectifs opérationnels du NPRU pour le quartier de Bel Air de la manière suivante :

- Des besoins complémentaires en termes de rénovation urbaine

Les effets positifs de l'opération urbaine en cours de réalisation à Neuville Nord sont d'ores et déjà observables : diversification de l'habitat, résidentialisation et réhabilitation de l'offre existante et requalification des espaces publics. Certains secteurs voisins n'ont cependant pas été concernés par ces opérations et présentent donc un risque très fort de relégation urbaine. C'est le cas tout particulièrement du quartier de Bel air. En outre, le prolongement de cette opération sur des secteurs voisins du cœur de Neuville Nord permettrait de renforcer la mixité sociale grâce à une diversification de l'offre de logements en attirant de

nouvelles populations. Ce quartier se caractérise essentiellement par des immeubles type « plot » du bailleur Sodineuf et de quatre immeubles type « barre » du bailleur habitat 76. Ces immeubles sont situés à proximité d'équipements publics qu'il convient de moderniser pour offrir de meilleurs services de proximité à leurs habitants.

- Conforter la reconquête urbaine du grand ensemble de Neuville Nord et contribuer à renforcer la mixité sociale de ce secteur par:

- la requalification des espaces publics
- la réhabilitation, sécurisation et la résidentialisation du patrimoine immobilier d'habitat 76 de la rue Mme René Coty
- la requalification urbaine du secteur de Bel air (améliorations sur les logements, les aires de jeux, résidentialisation des espaces de proximité des immeubles et des parkings)
- la diversification de l'offre de logements et la meilleure insertion urbaine du secteur de Bel Air (réflexion sur l'opportunité de démolir et de lancer des opérations de logements. Concernant le bailleur habitat 76, celui-ci n'envisage pas de démolition de ses immeubles dont le taux de rotation est faible et la vacance est inexistante (cf. le détail des données sur les logements des deux bailleurs concernés dans l'annexe n° 1). Il convient de noter que ces immeubles ont bénéficié récemment d'un programme de rénovation urbaine de leur couverture et d'isolation des combles, à l'occasion de la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les toitures, dans le cadre du programme départemental mené par habitat 76.
- la réhabilitation du complexe sportif Robert Vain
- l'amélioration de l'accessibilité des immeubles de Sodineuf HN (mise en place d'ascenseurs)

- Changer l'image négative du cadre de vie qui perdure et proposer une offre de services publics de meilleure qualité en matière sportive, culturelle et d'enseignement

La qualité des espaces publics doit continuer à être travaillée pour les quartiers prioritaires souffrant d'une image négative, image dévalorisante renvoyée par l'extérieur mais également parfois intériorisée par les habitants eux-mêmes, même s'ils sont majoritairement attachés à leur quartier. Le bien-être des habitants dépend aussi beaucoup de la qualité du cadre de vie, qui offre une occasion de revalorisation. Certains espaces publics et certains équipements municipaux desservant directement les populations des quartiers prioritaires doivent faire l'objet de rénovation ou d'aménagements complémentaires pour proposer une offre de services publics de meilleure qualité, en particulier en matière sportive, culturelle et d'enseignement. Les opérations culturelles et de lien social accompagnant la rénovation urbaine permettent la réappropriation par les habitants de leur cadre de vie mais aussi un travail sur l'amélioration de l'image de ces quartiers envers le reste de l'agglomération dieppoise. Il est ainsi prévu des aménagements complémentaires du centre culturel de Neuville « le Drakkar », des travaux d'accessibilité et d'isolation des écoles Langevin et Paul Bert, la réhabilitation du gymnase Robert Vain et l'installation d'un city stade.

- Améliorer les espaces de proximité par (par exemple) :

- la réalisation de nouvelles aires de jeux sécurisées
- l'implantation de points d'apport volontaire enterrés pour les ordures ménagères et le tri sélectif. Ce dispositif, qui a été mis en œuvre pour la première fois sur le territoire communal

dans le cadre de l'aménagement de l'écoquartier du Val d'Arquet, a ensuite été généralisé dans le cadre du programme de l'Anru 1.

- Améliorer le désenclavement du quartier :

Le projet devra prévoir l'aménagement de différents cheminements piétons dont celui reliant l'avenue de la République en direction du centre ville. L'aménagement d'un city stade permettra également d'attirer des usagers extérieurs au quartier. Le maillage et le rayonnement des équipements seront renforcés afin d'améliorer la vie associative, culturelle, éducative et sportive des habitants actuels et futurs.
L'amélioration de la desserte par le réseau de bus qui est à l'étude (cf. annexe n°1) permettra d'améliorer également le désenclavement du quartier.
L'amélioration du stationnement et de la circulation avec la mise en place d'espaces de circulation partagés et de « zones 30 » devra également être étudiée avec attention.

- Une coordination des gestionnaires de proximité à renforcer

Concrétiser sur le quartier de Bel Air la coordination des gestionnaires de proximité déjà mise en place et s'inscrivant dans une démarche plus générale de la Gestion Urbaine de Proximité dont l'objectif est de pérenniser les investissements réalisés sur les deux quartiers concernés par le PRU a permis d'impulser des méthodes de travail partagées et efficaces entre gestionnaires. Ces bonnes pratiques et les procédures de repérage des dysfonctionnements formalisées dans la convention opérationnelle ont vocation à être étendues à l'ensemble du secteur de Bel Air et à la rue Madame René Coty qui font désormais partie du quartier prioritaire.

- Permettre aux habitants de s'approprier leur quartier et ses transformations par :

- **une concertation** avec les habitants et une communication autour du projet global. Une concertation importante, en amont du programme définitif des travaux, avec les habitants à travers le processus de démocratie locale existant sur le territoire dieppois (Conseil de quartier, assemblées de quartier...) devra être réalisée. Celle-ci se poursuivra lors de la mise en œuvre des réalisations à travers des cafés chantiers. Un travail important autour de la communication du projet global, mais aussi des différents chantiers et des contraintes liées à ceux-ci sera réalisé par les différents maîtres d'ouvrage en amont de toute réalisation, à travers des supports tels que des panneaux de chantiers, le journal de bord, des flyers (cf article 5).

- par la poursuite de l'accompagnement des différents travaux de rénovation urbaine dans une vision artistique et culturelle en plaçant au cœur de cet objectif la parole et l'action des habitants. **Le travail de « Mémoires de quartier »** et ses déclinaisons en termes de manifestations culturelles et festives sera prolongé, vu le très grand intérêt de ce volet dans l'acceptation du projet par les habitants (cf article 5).

- Pérenniser le dispositif de l'insertion par l'économique engagé dans le cadre de l'Anru 1

Les marchés et appels d'offres qui seront lancés pour ce programme de rénovation urbaine intégreront des clauses d'insertion économique, pour permettre aux habitants de ce quartier de participer à l'amélioration de leur cadre de vie.
Une nouvelle charte nationale d'insertion a été adoptée pour la période 2014-2024. Cette charte est applicable aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage contractualisant avec l'Anru dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain. Tout projet faisant appel aux concours financiers de l'Anru devra s'y conformer.

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage bénéficiant de subventions de l'Agence par le biais de conventions de renouvellement urbain d'intérêt national ou régional s'engagent à réserver à l'insertion des habitants des QPV éloignés de l'emploi :

- au moins 5% des heures travaillées dans le cadre des opérations (travaux et ingénierie nécessaires aux travaux) financées par l'Agence,
- au moins 10% des heures travaillées dans le cadre des marchés liés à la gestion urbaine de proximité,
- une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets, au fonctionnement des équipements et aux actions d'accompagnement.

Un dispositif partenarial sera mis en place pour assurer le pilotage et le suivi des démarches d'insertion menées dans les projets de renouvellement, en déclinaison du Contrat de ville. Sous la responsabilité du porteur de projet, ce dispositif transmettra régulièrement (au moins deux fois par an) au délégué territorial de l'Agence les indicateurs demandés par l'Anru.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration (avis de Mme la Préfète)

Plusieurs enjeux sont à prendre en compte dans le cadre du programme d'étude. En particulier, l'étude du schéma directeur d'aménagement d'ensemble du quartier de Bel Air devra prendre en considération les résultats de l'étude sur le marché de l'Habitat et les besoins en logements sur Neuville-lès-Dieppe. Elle devra également veiller à ne pas dissocier les différentes problématiques et à envisager une réflexion globale et transversale.

Ainsi, il sera nécessaire de construire un projet partagé avec l'ensemble des acteurs. Il est notamment essentiel d'élaborer des cahiers des charges des études précis et ambitieux, qui donnent le niveau des attendus, notamment en matière de réflexion prospective et de propositions. L'État, l'Anru et la communauté d'agglomération doivent participer avec la Ville de Dieppe à l'élaboration des cahiers des charges et au choix des équipes. D'autres partenaires peuvent être associés. Des comités techniques et de pilotage sont à organiser par la ville de Dieppe, porteuse de projet, et celle-ci doit être prête à ré-interroger son projet durant la phase du protocole autant que nécessaire.

La délégation territoriale de l'Anru sera particulièrement vigilante à la qualité et à l'ambition du projet qui devra prendre en compte les objectifs incontournables que sont la diversification de l'habitat, le renforcement de l'ouverture du quartier et de la mobilité de ses habitants. Le projet devra viser l'efficacité énergétique et la réalisation d'aménagement et de programmes immobiliers de qualité.

Par ailleurs, il est rappelé la nécessité de la prise en compte des questions de peuplement dans le projet de renouvellement urbain. Celle-ci doit être faite en articulant les travaux de la Conférence intercommunale du logement avec l'élaboration du projet. En effet l'article 8 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine impose que la Convention d'Équilibre Territorial soit signée avant la convention pluriannuelle de renouvellement urbain et prenne en compte les impacts du projet en matière de relogement et de son accompagnement social.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

L'ensemble du programme de travail sera mené en lien étroit avec les partenaires du projet et la délégation territoriale de l'Anru. A ce titre , la DDTM sera notamment associée à la rédaction des cahiers des charges et au suivi des études. A la demande de l'Anru, les maîtres d'ouvrage s'engagent à communiquer les documents produits aux différentes phases de leur élaboration.

4.1 Les études déjà réalisées ou en cours

4.1.1 Les études spécifiques au quartier de Neuville Nord

Différentes études réalisées dans le cadre du NPRU 1 : Cabinet Lion en 2002, CREPAH en 2002, ARCANE en 2003

L'état des lieux du diagnostic urbain qui découle de ces études est le suivant :

- Un quartier très enclavé composé d'immeubles d'assez grande hauteur, au coeur d'un quartier pavillonnaire.

- Un isolement vis-à-vis du centre ville de Dieppe.

- L'absence d'espace public et privé facilement identifiables.

- Un positionnement géographique intéressant à la charnière de la Ville et de la campagne qui permet un développement futur.

- Un point fort constitué par la place Henri Dunant à mettre en valeur.

- Des commerces de quartier en perte de vitesse.

- Des espaces libres et des aménagements publics / privés médiocres, dégradés, mal délimités et dont les usages ne sont pas précisés.

- Le diagnostic social met en avant les caractéristiques suivantes : l'objectif de réduire la perception de « grand ensemble » constitue le principal enjeu pour développer une offre locative diversifiée et rééquilibrer le peuplement.

- Les fonctions écoles, achats, commerces et loisirs sont à usage dominant du pôle collectif locatif et excluent à quelques exceptions près les autres groupes d'habitants.

- retrouver l'usage du centre commercial, du parc et du Drakkar...

L'étude CREPAH a mis en avant une rupture entre les logements collectifs et les logements individuels. Ainsi cette étude faisait **le constat** suivant :

- On distingue à Neuville un bâti collectif qui écrase les autres formes d'habitat, avec deux pôles bien séparés physiquement, d'une part les « HLM » « grands ensembles » et d'autre part, les petits collectifs et les logements individuels qui apportent sur Neuville une variété d'habitat. Cependant, cette diversité est « écrasée par les immeubles « barres » qui restent dominants.

Pour le CREPAH, **deux orientations** doivent structurer la réflexion sur l'avenir de ce quartier, la première de ces réflexions étant de « recréer une dynamique résidentielle et par là une capacité d'évolution et de transformation du quartier, ce qui appelle une diversification physique du produit habitat ». Concernant **les démolitions** « il est utile de redonner un urbanisme moins marqué par les grands collectifs de Neuville qui effacent le parc de petit pavillonnaire voire vampirise la réalité résidentielle ». Il s'agit d'attirer une population qui ne veut pas être stigmatisée par le grand ensemble et dont les profils économiques élargiront la diversité sociale pour briser la rupture entre le parc social et le parc privé qui lui tourne le dos.

- **l'étude du cabinet Atelier Paysage et Lumière (2010/2015)**. Ce paysagiste urbaniste conseil a été missionné par la Ville de Dieppe, suite à la demande du comité d'engagement de l'ANRU, afin de garantir la qualité urbaine, paysagère et environnementale, tant dans la conception initiale des projets de Rénovation Urbaine que dans leur mise en œuvre. Dans un premier temps, ce cabinet a réalisé un plan d'aménagement d'ensemble sous forme de trame paysagère par site, afin de garantir la cohérence, la fonctionnalité et la qualité urbaine des opérations, particulièrement entre l'existant et les futurs aménagements. Dans un second temps, ce cabinet assiste en tant que conseil, notamment à la rédaction de cahiers de prescriptions paysagères préalables aux lancements d'appels d'offres pour la réalisation du parc de Neuville par exemple. Il assiste également la ville pour communiquer et concerter avec la population, dans le cadre d'un programme municipal orienté vers la Démocratie Locale et la consultation des habitants et des usagers, faire respecter cette mise en cohérence par les différents maîtres d'ouvrages d'opérations, et l'actualiser au cours de l'avancement des opérations.

- **Une étude confiée au cabinet FORS (2013)** pour la réalisation du point d'étape qui avait été demandé par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. Les points d'étapes font partie du protocole de suivi de l'ANRU, ils peuvent avoir lieu à différentes étapes du PRU : à mi-parcours et/ou en fin de convention. Pour Dieppe, ce point d'étape avait pour objectif à la fois d'apprécier l'avancement du projet, mais aussi de mettre en perspective le projet pour passer de la convention de sortie à la mise en place d'un Plan Stratégique Local. La mission du cabinet FORS a donc poursuivi trois objectifs principaux et complémentaires : acter les réalisations et leur conformité aux enjeux et objectifs du projet inscrits dans la convention encadrant le PRU ; apporter un regard neuf sur les réalisations en cours et juger des premiers impacts du projet afin que les acteurs locaux puissent réajuster leurs interventions ou se sentir confortés dans les options prises ; et réfléchir aux options possibles pour mener à bien la fin du PRU et notamment examiner dans quelles conditions pourra s'effectuer le retour au droit commun du projet. Dans la conclusion de cette étude qui reprenait également le travail effectué lors des différents ateliers (ateliers urbain et GUP) qui ont été organisés à l'occasion de ce point d'étape, ce cabinet a proposé qu'à terme sur le quartier de Neuville soit menée une réflexion notamment sur différentes orientations urbaines :

- renforcer l'armature urbaine et la hiérarchie des espaces pour à la fois rendre le quartier plus facile d'accès et mettre en scène ses atouts.

- développer les identités urbaines à partir de celles en germe afin de supprimer l'effet de masse, d 'homogénéité et d'uniformité du quartier.

- créér des éco-quartiers solidaires afin de renouveler l'offre et le développement urbain ainsi que promouvoir les valeurs communes.

- promouvoir le parc paysager à l'échelle de la ville. Un parc qui devra être ouvert, visible et animé, autour duquel des immeubles et des résidences prolongent la qualité paysagère.

- renforcer la centralité des commerces, des équipements, des services en développant les accès et l'aménagement de lieux de rencontres...

En terme patrimonial, la question de rendre attractive l'offre de Sodineuf est indissociable de la stratégie urbaine. Son renouvellement doit être construit à partir d'une stratégie patrimoniale adhérente à la stratégie urbaine : démolition des immeubles les plus pénalisant en termes de fonctionnement résidentiel, d'intégration urbaine, de performances techniques et de typologies, qualification des espaces extérieurs et des façades des immeubles par des réhabilitations urbanisantes, réalisation de constructions neuves permettant de changer l'image du quartier et de diversifier l'offre en logement.

- En conclusion, le projet de Neuville a permis de mettre à niveau un certain nombre de situations qui étaient urbainement ou patrimonialement pénalisantes d'une part, d'autre part de lancer un programme de développement urbain et de réhabilitation diversifiant l'offre (autour de l'éco quartier) et enfin le développement de nouveaux équipements et la qualification d'espaces publics. L'ensemble de ces interventions permet aujourd'hui de penser le quartier non plus comme une poche de logement social, mais comme un site majeur de développement urbain pour l'agglomération. Si cette ambition est légitime, elle nécessite toutefois de développer certains axes d'évolution à partir de cet objectif, renforçant certaines préoccupations identifiées dans l'atelier urbain telles :

- améliorer la structure urbaine,

- renforcer la centralité du quartier, en particulier sur le plan commercial,

- réfléchir sur le développement d'identités urbaines,

- envisager la gestion du patrimoine de Sodineuf en anticipant sur, son devenir, son attractivité future, son intégration urbaine...

- **Une étude sur la pérennisation des commerces de Neuville Nord** a été confiée en 2015 au cabinet INTENCITE. Le rendu de cette étude a permis de trouver des solutions pour redynamiser les commerces et le marché de plein air de la place Henri DUNANT lors de la restitution des différentes pistes d'action proposées, suite au choix d'un scénario de redynamisation commerciale..

- En complément à l'étude sur la pérennisation des commerces de Neuville Nord, **une étude sur la signalétique des commerces et des équipements publics de Neuville Nord** a été lancée en fin d'année 2014. L'objectif était d'améliorer le désenclavement du quartier en renforçant la signalétique. Cette nouvelle signalétique, très attendue par les commerçants du quartier, vient d'être installée début 2016.

- **Des études d'accessibilité des personnes à mobilité réduite,** concernant les 4 Établissements Recevant du Public suivants :

- Groupe scolaire Langevin - école Louise Michel,

- Groupe scolaire Paul Bert,
- Le Drakkar,
- Gymnase Robert Vain.

Il s'agit d'ERP de catégorie 3 (capacité de l'établissement = de 301 à 700 personnes). Les diagnostics ont tous été établis en 2009 ou 2011 sous le régime de l'arrêté de 2006 qui était contraignant. Avec l'arrêté du 8 décembre 2014, les normes ont été allégées (ex : la largeur de passage de porte est passée de 90 à 80 cm, un accès PMR peut être aménagé ailleurs que par l'entrée principale du bâtiment).

La Ville de Dieppe a donc "ré audité" tous les ERP de manière à mettre à jour les diagnostics pour qu'ils soient conformes à l'arrêté de 2014. La Ville de Dieppe a obtenu de la part du cabinet VERITAS (mandaté pour la préparation de l'Ad'AP) l'ensemble des diagnostics mis à jour (estimations des travaux corrigées) qui a été transmis au cours de l'été 2015. La Ville de Dieppe délibère sur le dossier Ad'AP de ses ERP le 31 Mars 2016, puis déposera le dossier auprès de Madame la Préfète.

. Les diagnostics réalisés par les bailleurs :

Sodineuf Habitat Normand a fait réaliser en 2008, pour l'ensemble de ses immeubles « plots » les DPE pour chaque logement par Qualiconsult. Concernant l'amiante, les DTA ont été également réalisés mais ils n'ont pas été mis à jour. Les diagnostics amiante avant travaux ont été réalisés sur 15 logements.

Concernant les immeubles d'habitat 76 de la rue Madame René COTY, des Dossiers Techniques Amiante (DTA) ont été réalisés dans les parties communes en 2005. Plus récemment, des Dossiers de repérage avant travaux (DAT) ont été réalisés dans les combles (en 2010), avant le désamiantage et l'isolation effectués en 2013 et dans les caves (en 2012) avant le désamiantage et l'isolation effectués en 2014.

4.1.2 Les études plus générales réalisées sur le territoire de Dieppe et de Dieppe-Maritime

- Le SCOT (en cours d'élaboration)

- Le Programme Local de l'Habitat « PLH » 2013-2018 (cf article 2.2).

- Le Plan Local d'Urbanisme « PLU » (cf article 2.2)

- L'étude sur le schéma local des déplacements (cf article 2.2).

- Le Plan de Déplacement Urbain « PDU » (cf article 2.2).

4.2 Les études complémentaires à réaliser dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine du quartier de « Bel Air »

Afin de travailler l'intégration du quartier de « Bel air » au reste du quartier qui a déjà fait l'objet d'un programme de rénovation urbaine dans le cadre de l'Anru 1 et de sa connexion au centre ville ainsi qu'avec l'habitat pavillonnaire voisin, il a été décidé de choisir un cabinet

d'études en vue de lui confier une mission complète de projet urbain intégrant un volet programmation urbaine et permettant de traiter la question du désenclavement du quartier, de l'articulation entre les différents secteurs, en introduisant la notion de diversité d'habitat, de réflexion innovante sur les modes d'habiter, sur les pratiques de l'espace public, les cheminements et les liaisons. Ce cabinet d'étude réalisera dans le cadre de cette mission complète un schéma directeur d'ensemble, reprenant la totalité de ces volets et permettant après une réflexion d'ensemble de juger de la pertinence des axes stratégiques forts souhaités par la Ville et les deux bailleurs, de les approfondir ou de les requestionner tant au niveau des espaces publics qu'au niveau du patrimoine de Sodineuf Habitat Normand et d' habitat 76 (constructions / démolitions) et notamment de recenser, dans une analyse, les besoins en stationnement sur ce secteur afin de mieux les qualifier et les quantifier. Ce schéma directeur devra prendre en compte la préservation des éléments paysagers de qualité, en recherchant par exemple à maintenir et à affirmer les terrasses résidentielles, en sauvegardant les haies et en conservant les bandeaux en pierre faisant le lien avec la cité jardin, en étudiant l'articulation entre les différents types de tissus urbains, leur perméabilité, leur rapport de voisinage... Ce schéma directeur permettra aussi d'approfondir les coûts liés aux investissements envisagés.

Cette étude devra également permettre d'obtenir une vision plus précise sur la vocation du quartier à 10 ou 15 ans et être menée par une équipe pluridisciplinaire qui s'attachera à croiser les différents paramètres et à aboutir ainsi à un projet pertinent, cohérent et attractif. Le projet doit permettre, de proposer de nouvelles formes d'habitat qui intègrent par exemple un lieu de travail ou qui répondent plus finement aux situations spécifiques de la population (notamment pour les familles mono parentales), d'attirer de nouvelles populations en développant de nouveaux modes de vie, une vraie qualité de vie basée sur les pratiques sportives, la nature, la culture ... et susciter ainsi l'attractivité de certaines activités commerciales ou artisanales. Le coté innovant et expérimental sera un objectif visé par ce projet afin de proposer une alternative intéressante à d'autres situations urbaines notamment en périphérie.

- Préalablement à la réalisation de cette étude, un relevé topographique de l'ensemble du secteur de « Bel Air » sera nécessaire pour l'élaboration de cette étude.

- Par ailleurs, un cabinet d'études sera missionné afin de réaliser une étude sur le marché de l'Habitat du quartier de Neuville qui devra analyser l'offre en logements en corrélation avec les besoins identifiés sur ce secteur. Cette étude prendra en compte les projets à venir dont l'écoquartier du Val d'Arquet et devra permettre de vérifier l'opportunité de la démolition de logements ainsi que de définir si besoin est, le type de logements à reconstruire sur les terrains libérés par le projet.

- Un diagnostic complet des réseaux d'eau, eaux usées, assainissement et pluvial (état / qualité des réseaux, passage caméra) devra être réalisé pour les réseaux passant sous le parcellaire d' habitat 76.Le montant de ce diagnostic est estimé à 10 000 € HT et sera pris en charge financièrement en totalité par habitat 76 sans aucun co-financement.

- Les diagnostics techniques, amiante et plomb sur les immeubles concernés :

- habitat 76 effectuera un diagnostic amiante sur les parties communes de ses immeubles. Le montant de ce diagnostic est estimé à 6 000 € HT et sera pris en charge financièrement en totalité par habitat 76 sans aucun co-financement. En dehors de ce diagnostic, habitat 76

a confirmé qu'il n'avait pas d'autres besoins spécifiques en diagnostics techniques pour ses immeubles.

- Concernant Sodineuf Habitat Normand, il conviendra de mettre à jour les DTA et les DAPP, effectuer les diagnostics avant travaux manquant et les diagnostics plomb et les diagnostics déchets avant démolition. Réaliser, une inspection vidéo des réseaux d'Eau Usée et d'Eau Pluviale, les tests d'étanchéité, la corrélation acoustique des réseaux d'alimentation d'eau et le diagnostic du réseau de chauffage urbain (DALKIA) ainsi que la mise aux normes des colonnes montantes EDF, pour les réseaux relevant de sa compétence.

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

« Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux, à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence. Dans l'hypothèse où ces opérations seraient financées dans le cadre de la convention pluriannuelle, cette autorisation anticipée permettra la reprise de ces dépenses de prestation d'ingénierie (études préalables, etc.) dans les assiettes de financement des opérations d'investissement concernées. »

Libellé précis et nature de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Montant prévisionnel de l'opération (HT)	Commentaire	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

Dès 2008, la Municipalité nouvellement élue a porté une volonté politique de renforcer les démarches participatives. Pour ce faire, la Ville de Dieppe a créé le service de la Démocratie Locale afin de mettre en place un dispositif de communication et de concertation. Dans le cadre particulier de l'ANRU 1, de nombreuses actions ont été menées et plusieurs instances participatives ont été créées. Ces actions et ces instances seront pérennisées et étendues sur les nouveaux périmètres concernés dans le cadre du NPRU 2 :

Les instances de la Démocratie Locale :

- **Les conseils de quartier** : La Ville de Dieppe a mis en place cinq conseils de quartier dont l'un sur Neuville et Puys. Le conseil de quartier est un dispositif citoyen, ouvert à l'ensemble des habitants de la Ville. Il a pour objectif de permettre à chacun de s'investir pleinement

dans un espace privilégié de communication, d'échanges, d'information, de réflexion et de co-élaboration. Il permet et facilite le contact entre la municipalité, les services de la Ville et les habitants. Ce dispositif offre l'opportunité aux habitants de faire entendre collectivement leur voix.

- **Les conseils citoyens** : La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 instaure des conseils citoyens, chargés de participer à l'élaboration et à l'évaluation des nouveaux contrats de ville dans les secteurs prioritaires. A Dieppe, ils concernent donc les quartiers de Neuville Nord, du Val Druel et des Bruyères/ Ferme des Hospices. Ce conseil citoyen prend la forme d'un conseil de quartier élargi. La composition du conseil citoyen est la même que celle du conseil de quartier complétée par un collège « associations et acteurs locaux ». Des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville. Il se réunit 1 à 2 fois par an. L'avancement des travaux du conseil citoyen fait l'objet d'un point d 'étape annuel et public à l'occasion de l'assemblée de quartier.

- **Les assemblées de quartier** : l'assemblée de quartier est une réunion publique annuelle qui se tient à l'automne, dans un lieu situé au sein de chaque quartier. Tous les habitants y sont conviés via la presse locale, le site de la Ville, les points infos quartiers... Ce moment d'échange privilégié permet aux habitants d'interpeller le Maire, les élus, les conseillers de quartier et les services municipaux sur leurs sujets de préoccupation et de faire un point sur l'action municipale. Les élus prennent en compte les demandes qui pourront être budgétées l'année suivante. C'est aussi le moment pour les conseillers de quartier de rendre compte de leur activité et d'en évaluer la portée. Une assemblée de quartier exceptionnelle peut être organisée pour traiter de sujets urgents ou nécessitant une large concertation.

La maison du projet :

Une Maison du Projet, dans le Drakkar, sera mise en place à proximité du site de Bel Air, afin de communiquer sur le projet de Rénovation Urbaine réalisé dans le cadre du NPRU 2 d'intérêt régional. Ce lieu dédié à l'information de tous les habitants accueillera de manière temporaire des réunions publiques, des expositions sur les projets urbains. Le fonctionnement de cette Maison du Projet devra s'articuler avec les Conseils Citoyens.

Les temps de rencontre (les cafés-chantier):

La Ville communique régulièrement sur l'avancement du projet auprès des habitants des quartiers en rénovation. Elle les sollicite également dans le cadre de la concertation pour recueillir leurs avis et leurs attentes sur les différentes opérations. Afin de formaliser ces échanges entre les résidents d'une part, la Ville et les bailleurs d'autre part, la direction de la Démocratie Locale a mis en place des temps de rencontre appelés « cafés-chantier » (temps de rencontre organisés autour d'un café ou d'un jus de fruits et de pâtisseries réalisées par le restaurant d'application Fodéno l'Arlequin, qui forme et fait travailler des personnes en insertion dans le milieu professionnel).

Ces rendez-vous peuvent être des moments d'information sur l'avancement des projets, mais aussi des temps de concertation avec les habitants. Ils s'organisent en fonction de l'avancement des études et travaux et aussi par rapport à l'actualité du projet. Ces temps

d'échanges prennent la forme, d'ateliers participatifs, de réunions de présentation accompagnées d'échanges et de débats en fonction du sujet, et de visites de chantier.

Quelques jours avant le rendez-vous, des flyers sont rédigés puis distribués par le service Démocratie Locale de la Ville, dans les boîtes aux lettres des habitants.

Ces rendez-vous sont co-organisés par la Ville et les bailleurs, et selon les thématiques, avec l'agglomération et le smédar.

De plus, des rendez-vous réguliers sont organisés le jeudi matin sur le marché de la place Henri Dunant afin d'informer les habitants de l'état d'avancement de l'ensemble des opérations sur le quartier.

Les supports d'information et de communication :

Les supports de communication et d'information évoluent en fonction des besoins identifiés. Par exemple, un aide mémoire nommé « vade mecum » a été rédigé pour les deux quartiers concernés par le PRU 1. Ce livret explique ce qu'est la rénovation urbaine dans les quartiers, comment elle se manifeste et quel est son rôle. Ce document est destiné aux relais d'opinion des quartiers (responsables d'association, commerçants, personnels de proximité, enseignants, personnels des crèches...). La Ville de Dieppe met en ligne les informations liées aux projets de Rénovation Urbaine afin d'informer l'ensemble de la population de la progression des travaux et des changements urbains des quartiers. Ces informations sont publiées sur le site internet de la Ville de Dieppe et sur le Journal de bord de la Ville (édito mensuel), lui même téléchargeable via le web.

La signalétique de chantier :

Le dispositif de communication de la Ville se décline aussi par une signalétique adaptée sur les sites et sur les chantiers.

Les panneaux de chantier exposent le projet en construction. Des informations techniques renseignent sur le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre, les entreprises, les montants financiers (coût de l'opération et origine des financements).

Le travail de « Mémoire de quartier » :

Afin de permettre aux habitants de s'approprier les transformations urbaines et pour animer la mémoire et l'image des quartiers, la Ville et l'Anru ont souhaité que des actions culturelles et de lien social accompagnent le projet de Renouvellement Urbain. La conception et la coordination de l'opération « Mémoire de quartier » ont été confiées par la Ville de Dieppe à un artiste (M. Gilbert RAULT – association la Lorgnette) qui élabore ses actions avec les structures et les associations des quartiers concernés. Ainsi, plusieurs actions ont été réalisées à partir d'octobre 2012 :

- les opérations « vues de ma fenêtre », ou les « habitants photographes » guidés par un photographe professionnel, ont constitué une banque d'images originales prises depuis les fenêtres privées et publiques des quartiers et des logements,

- la venue d'une conteuse qui a collecté des tranches de vies et les parcours des habitants,

- des travaux d'écriture sur les quartiers avec les enfants des écoles...

- une animation de plateaux télévisés, jeux, spectacles...

Ces actions se poursuivront dans le cadre du PNRU 2 et permettront de conjuguer l'humain et l'urbain d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Actions de concertation menées par les bailleurs :

- habitat 76 vient de lancer un processus de concertation auprès des locataires de la résidence de la rue Madame René COTY afin de définir avec eux les éléments de programme sur la résidentialisation douce envisagée par habitat 76 et sur la rudologie (Points d'Apport Volontaires Enterrés). Cette concertation a pris la forme, dans un premier temps, d'un « diagnostic en marchant » afin de définir clairement avec les habitants leurs besoins et leurs attentes. Il est à noter que les résidents des logements concernés ont d'ores et déjà attiré l'attention auprès de leur bailleur sur des détournements d'usage et sur d'autres incivilités constatées sur les espaces gérés par habitat 76.

- pour accompagner le déroulement du premier projet de rénovation urbaine, Sodineuf Habitat Normand a mobilisé un groupe d'habitants relais, composé d'une quinzaine de locataires, à l'échelle du quartier de Neuville, pour aborder des questions relatives à la vie du quartier. Sodineuf pourrait mettre en place le même type de démarche ciblée sur le quartier Bel Air, afin de mener une concertation resserrée avec un groupe d'habitants relais sur des travaux relevant des compétences du bailleur.

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Le Conseil communautaire de Dieppe-Maritime du 14 avril 2015 a délibéré pour mettre en place avec l'Etat, une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur le territoire de l''Agglomération dieppoise. Conformément à l'article 97 de la loi ALUR et à l'article 8 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, cette instance est obligatoire dans les territoires comprenant un quartier prioritaire de la politique de la ville. Elle est notamment le cadre de l'élaboration de la convention de mixité sociale et d 'équilibre territorial qui sera annexée au Contrat de ville. Le 29 septembre 2015, le Conseil Communautaire de Dieppe-Maritime a adopté une délibération relative à l'élaboration du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs sur le territoire de l'agglomération dieppoise.

Le 2 décembre 2015, s'est tenue une première réunion de la CIL dont l'objet était l'installation de la CIL et la présentation du règlement intérieur pour une adoption lors d'une deuxième réunion. Le 8 janvier 2016, ont été organisés, deux groupes de travail associant les communes, l'Etat, les bailleurs sociaux, les acteurs locaux de l'habitat et Dieppe-Maritime, afin de définir les termes de la convention d'équilibre territorial et du plan partenarial de gestion de la demande. Le 21 avril 2016, la CIL s'est réunie de nouveau, afin d'adopter le règlement intérieur et recueillir les avis des membres de la CIL sur le projet de

Convention d'Equilibre Territorial (CET) et sur le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social (PPGDLS). Cependant, cette réunion n'a pas permis d'obtenir un consensus de l'ensemble des membres sur les documents présentés et il a été décidé de reprendre le processus partenarial pour finaliser les documents précités. Ainsi, depuis juin 2016, des réunions ont été organisées par Dieppe-Maritime (Service Aménagement-Habitat) avec les services de la Ville de Dieppe (Direction de la Solidarité), de l'Etat (DDTM/DDCS) et les bailleurs sociaux (SODINEUF / Habitat 76) afin de reprendre les documents de la CIL (CET, PPGDLS...)

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

8.1. Gouvernance

Les quartiers issus de la géographie prioritaire sont tous situés sur le territoire de la Ville de Dieppe. Au vu de ce particularisme, il a été décidé un co-pilotage Dieppe-Maritime / Ville de Dieppe pour la mise en œuvre du Contrat de Ville 2015-2020.

La gouvernance des différents piliers du Contrat de Ville est attribuée en fonction des compétences propres de chacune de ces deux collectivités. Ainsi, il a été décidé que la Ville de Dieppe assurera le pilotage des piliers 1 et 2 (Cohésion sociale et Cadre de vie et renouvellement urbain) et Dieppe-Maritime le pilotage du pilier 3 (Développement économique, Emploi, Formation, Insertion et commerce de proximité).

Un comité technique de suivi par trimestre et un comité de pilotage annuel seront organisés par le pilote du projet.

8.2. Conduite de projet

La conduite du projet est assurée par la Directrice de la Direction des Espaces Extérieurs, Domaine Public et Infrastructures de la Ville de Dieppe. Cette conduite de projet repose sur une équipe projet intégrée, qui rassemble autour de la Directrice de la Direction des Espaces Extérieurs, Domaine Public et Infrastructures :

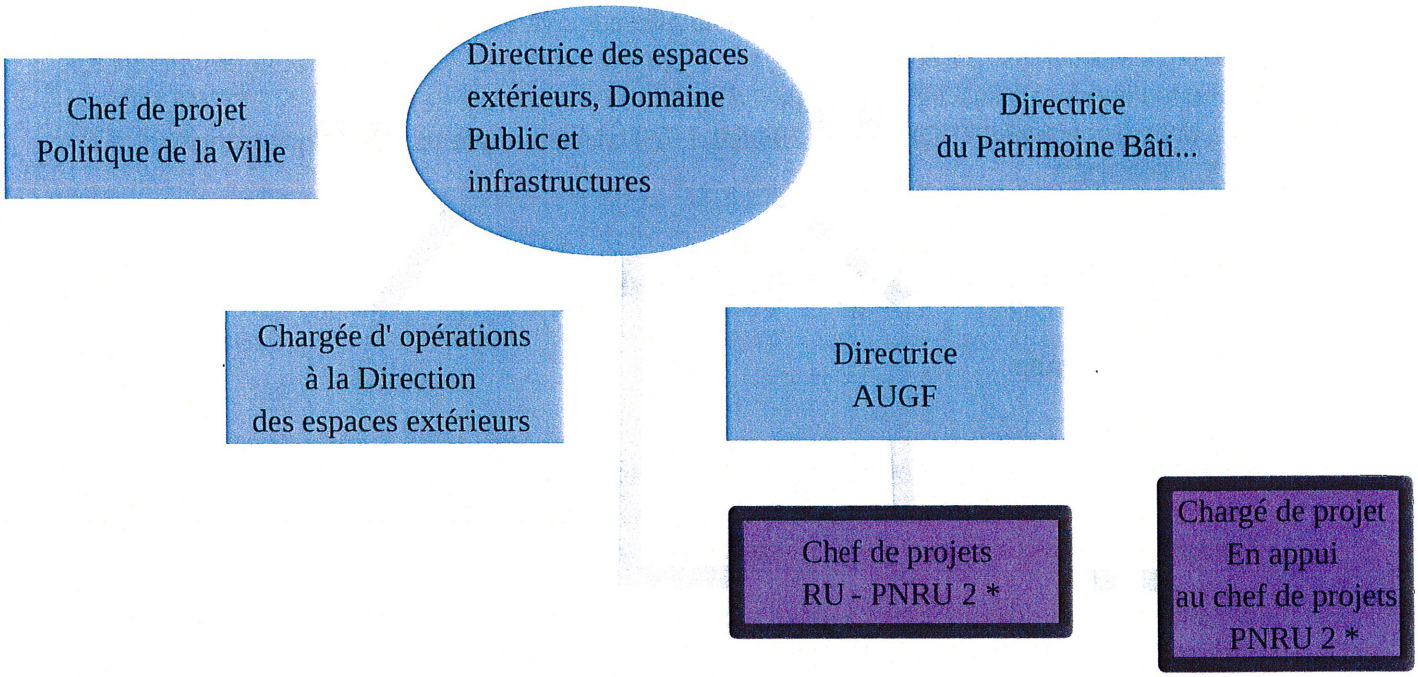
- La Chef de projet Politique de la Ville rattachée à la Direction jeunesse, sports, Politique de la Ville et prévention qui est également chargée de la Gestion Urbaine de Proximité,

- La Directrice de la Direction Aménagement Urbanisme et Gestion Foncière (AUGF),

- Le chef de projets en Rénovation Urbaine en charge du suivi du NPRU,

- Une chargée d'opérations à la Direction des Espaces Extérieurs, Domaine Public et Infrastructures,

- Un chargé de projet en appui au chef de projets PRU



* Les postes d'ingénierie dédiés au projet NPNRU sont celui du chef de projets RU – PNRU 2 et du chargé de projet en appui au chef de projet PNRU 2. Ces deux postes seront des postes dédiés à mi-temps au PNRU 2.

8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Ce fonctionnement en mode projet intègre également les deux bailleurs concernés :

- Le Directeur Général d' habitat 76, représenté par le Directeur de Territoire

- Le Directeur de Sodineuf Habitat Normand

Ainsi que la Direction Générale de l'agglomération de la région dieppoise « Dieppe-Maritime ».

Et tout autre investisseur potentiel qui pourra se positionner dans le cadre de ce projet de Rénovation Urbaine.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'Anru, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 2. Le financement des opérations par l'Anru est réalisé conformément au titre 2 du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite de projet de renouvellement urbain (cf. annexes 2 et 4)

La participation de l'Anru est sollicitée, sur la base des assiettes forfaitaires définies par le règlement général de l'agence à hauteur de 50 %, pour le financement du poste suivant :

- Un chef de projet urbain, à mi-temps, en charge du suivi du PNRU2 au sein de la Ville de Dieppe . Les missions du chef de projet PRU comprendront notamment : le pilotage, la coordination, le suivi des instances, le suivi et le montage des dossiers de subvention, l'interface entre les partenaires, le suivi de l'exécution des marchés....

- Un chargé de projet, à mi-temps, en appui au chef de projet urbain sur le PRU. Les missions de ce chargé de projet porteront notamment sur les questions d'organisation des évènementiels, des inaugurations, des cafés chantier et des opérations de concertation auprès des habitants.

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Poste de chef de projet PRU – 0,5 ETP	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	86 250 €	50 %	43 125 €	Ville de Dieppe 43 125 € (50%)	Dès la signature du protocole	18 mois
Poste de chargé de projet en appui au chef de projet PRU – 0,5 ETP	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	86 250 €	50 %	43 125 €	Ville de Dieppe 43 125 € (50%)	Dès la signature du protocole	18 mois

9.2 Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail (cf. annexes 2 et 3)

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Etude schéma directeur	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	77 000 €	30%	23 100 €	CDC 15 400 € (20%) Ville de Dieppe 38 500 € (50%)	06/2017	12 mois
Relevé topo / frais de géomètres	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	31 000 €	46,13 %	14 300 €	Ville de Dieppe 16 700 € (53,87%)	04/2017	2 mois
Etude sur le marché de l'habitat et les besoins en logments sur le secteur de Neuville (dont le Val d'Arquet	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	20 000 €	25 %	5 000 €	CDC 5 000 € (25%) Ville de Dieppe 6 000 € (30%) Sodineuf Habitat Normand 4 000 € (20%)	06/2017	8 mois
Frais de communication et de concertation : reproduction, élaboration de panneaux...	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	15 000 €	50 %	7 500 €	Ville de Dieppe 7 500 € (50%)	Dès la signature du protocole	18 mois
Travail de mémoire : intervention artistique	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	15000 €	50 %	7 500 €	Ville de Dieppe 7 500 € (50%)	Dès la signature du protocole	18 mois

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail

Aucune opération du programme n'est financée par l'Anah.

Libellé précis de l'opération	Nature d'opération	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Base de Financement (HT)	Taux de subvention Anah	Subvention Anah	Commentaire	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexes 2 et 3. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Présentation des opérations du programme de travail financées par la Caisse des Dépôts.

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Etude schéma directeur	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	77 000 €	20%	15 400 €	ANRU 23 100 € (30%) Ville de Dieppe 38 500 € (50%)	06/2017	12 mois
Etude sur le marché de l'habitat et les besoins en logments sur le secteur de Neuville (dont le Val d'Arquet	Quartier Bel Air Neuville lès Dieppe	Ville de Dieppe	20 000 €	25 %	5 000 €	ANRU 5 000 € (25%) Ville de Dieppe 6 000 € (30%) Sodineuf Habitat Normand 4 000 € (20%)	04/2017	2 mois

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Financeur	Taux de subvention	Montant de subvention	Commentaire (mode calcul Subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois

Article 10. (*A titre exceptionnel*) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Libellé précis de l'opération	Nature d'opération	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Base de Financement (HT)	Taux de subvention ANRU	Subvention ANRU	Commentaire	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

11.1. La durée d'exécution du programme physique :

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole. Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le.....(date de la signature du protocole de préfiguration par la déléguée territoriale de l'Anru) , et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le..... (18 mois après la date de la signature du protocole de préfiguration par la déléguée territoriale de l'Anru).

La date de fin opérationnelle des opérations d'études et d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au ..... (18 mois après la date de la signature du protocole de préfiguration par la déléguée territoriale de l'Anru).

11.2. La durée administrative du protocole de préfiguration :

Le présent protocole de préfiguration prend effet à partir du ..... (date de la signature du protocole de préfiguration par la déléguée territoriale de l'Anru).

Le présent protocole s'achève le ..... (18 mois après la date de la signature du protocole de préfiguration par la déléguée territoriale de l'Anru plus 3ans (délai de la durée administrative du protocole de préfiguration).

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle - points de rendez-vous avec l'Anru

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès de l'Agence le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

La définition des contreparties sera intégrée au travail d'élaboration du projet de rénovation urbaine.

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 – Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier type de l'annexe 2 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

Au titre du présent protocole de préfiguration, l'engagement de l'Agence s'entend pour le montant global maximal non actualisable de 143 650 €, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 2. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées, le cas échéant, les participations financières des tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

13.3.2. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 2, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.4. Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place, réalisé dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'Anru peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

13.5. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration appelant éventuellement la signature d'un avenant ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.6. Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

13.7. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Anru.

13.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Date 21/06/2017

Signatures

Pour l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine et l'Etat, Madame Fabienne BUCCIO La Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine Maritime Déléguée territoriale de l'Anru pour le département de la Seine-Maritime		Pour la Ville de Dieppe, Monsieur Sébastien JUMEL Maire de Dieppe Conseiller Régional de Normandie
F. Buccio Fabienne BUCCIO		VILLE DE DIEPPE (SEINE-MARITIME)

Pour SODINEUF Habitat Normand, Monsieur Henry GAGNAIRE Directeur Général le 13.4.17		habitat 76 17 rue de Malaunay - CS 76040 Rouen Cedex 1 Tél 0 811 020 076 Département de la Seine-Maritime Pour habitat 76 Monsieur Eric GIMER Directeur Général

Pour la Caisse des Dépôts et Consignations, Madame Florence MAS Directrice Régionale		Pour Dieppe-Maritime Monsieur Jean-Jacques BRUMENT Président
La Directrice Régionale **Florence MAS** Direction Régionale Normandie		

Pour le Département de la Seine-Maritime Monsieur Pascal MARTIN Président		

Annexes

1. Dossier d'intention : Rénovation Urbaine du quartier de Bel Air.
2. Tableau financier global.
3. Tableau financier pour les études.
4. Tableau financier pour les postes en ingénierie de projet.
5. Tableau financier pour l'association des habitants et des usagers au projet.

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 421	LOCALISATION												CONTRIBUTIONS																		PRETS				ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																				
76217/Dieppe/QPV régional/Neuville	QP076002	76217																																				
PORTEUR DE PROJET																																						
CA DE LA REGION DIEPPOISE																																						

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Demarrage Année	semestre	Durée en semestre	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(QP assimilé)ou commune	LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2							%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																						
421 6076002 14 0001 001 Etude schéma Directeur	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	77 000,00	20,00%	92 400,00	77 000,00	38 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 400,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23 100,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
421 6076002 14 0001 002 Relevé topo du quartier/frais de géomètre	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	31 000,00	20,00%	37 200,00	31 000,00	16 700,00	53,87%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	14 300,00	46,13%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
421 6076002 14 0001 003 Etude sur le marché de l'habitat et les b	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	6 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4 000,00	20,00%	5 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	8	V
421 6076002 14 0001 004 Poste de chef de projet PRU : 0,5 ETP	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
421 6076002 14 0001 005 Poste de chargé de projet en appui au che	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
421 6076002 14 0001 006 Actions portant sur la concertation, la p	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
421 6076002 14 0001 007 Travail de mémoire : intervention artist	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/COMMUNE DE DIEPPE/217602	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
421 6076002 14 0002 001 Diagnostic amiante sur les parties commun	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/OPH DEP SEINE MARITIME/7	6 000,00	20,00%	7 200,00	6 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
421 6076002 14 0002 002 Diagnostic des réseaux sous parcellaire H	NPR	QP076002					0,00	0,00	0,00	76/OPH DEP SEINE MARITIME/7	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		346 500,00		381 300,00	346 500,00	162 450,00	46,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	5,77%	20 400,00	5,89%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	143 650,00	41,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				346 500,00		381 300,00	346 500,00	162 450,00	46,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	5,77%	20 400,00	5,89%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	143 650,00	41,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestres soit 24 mois)

La Préfète,

Fabienne BUCCIO

SÉBASTIEN JUNEL,
MAIRE DE DIEPPE
CONSEILLER RÉGIONAL DE
NORMANDIE.

VILLE DE DIEPPE (SEINE-MARITIME)

Le Président,

Jean-Jacques BRUMENT

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Henry GAGNAIRE

La Directrice Régionale
Florence MAS
Direction Régionale Normandie

Le Directeur Général,

Eric GIMER

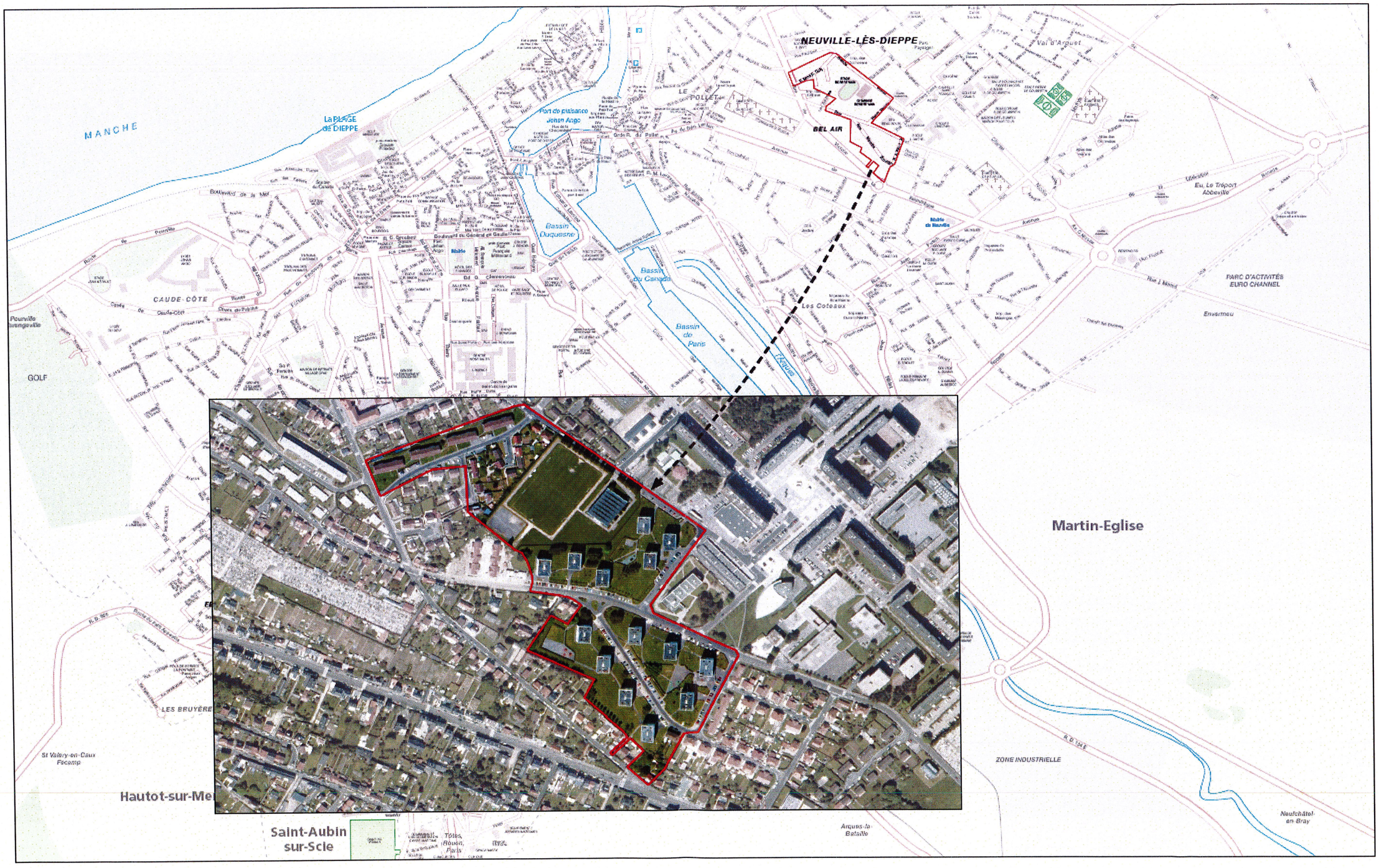
17 rue de Malherbe - CS 52042
76040 Rouen Cedex 1
Tél. 0 811 020 076
Département de la Seine-Maritime

DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
CABINET DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT

Annexe 1 : Dossier d'intention : Rénovation urbaine du quartier de Bel Air



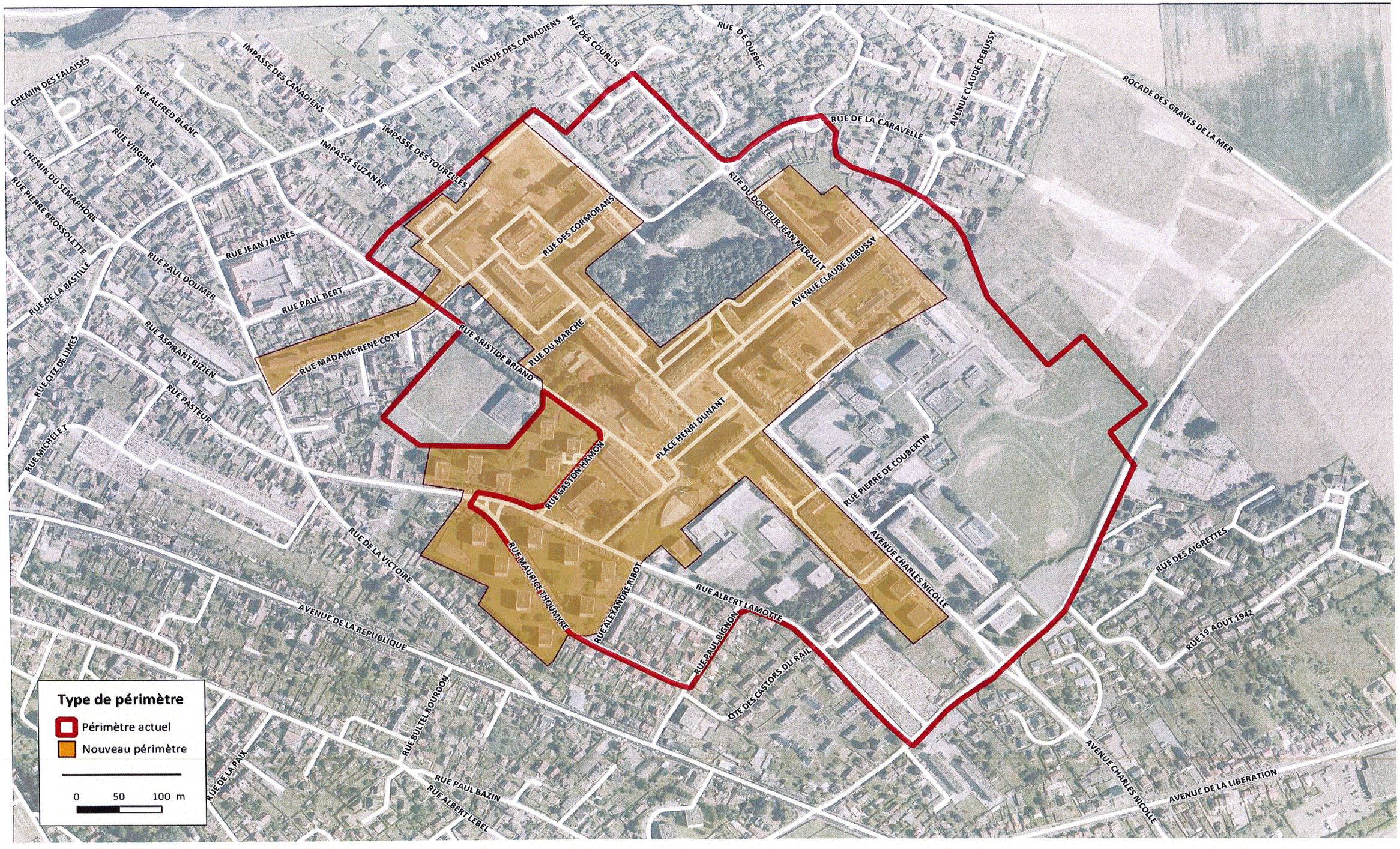
Position du quartier par rapport à l'agglomération



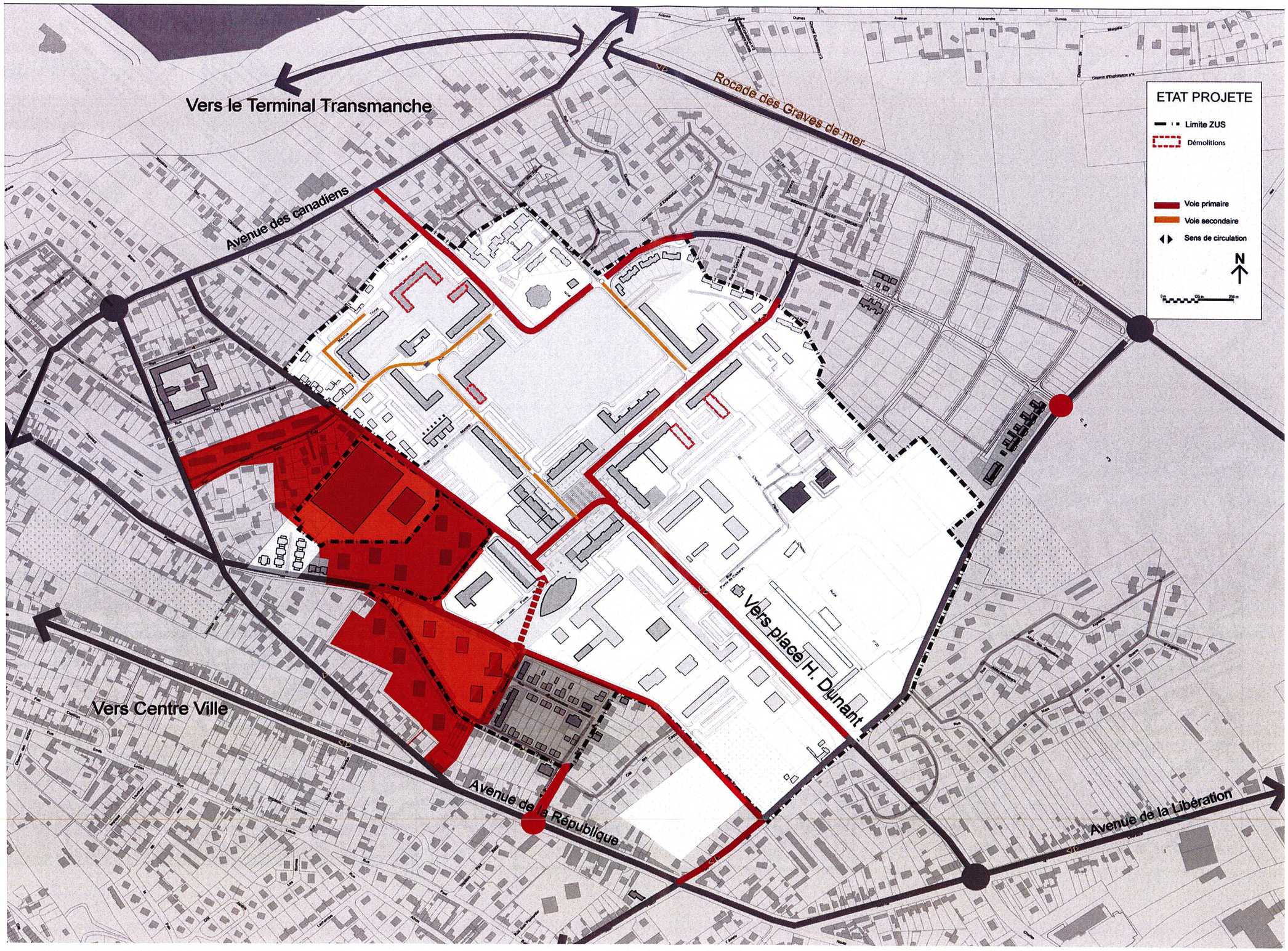
Neuville-lès-Dieppe - Quartier Bel Air



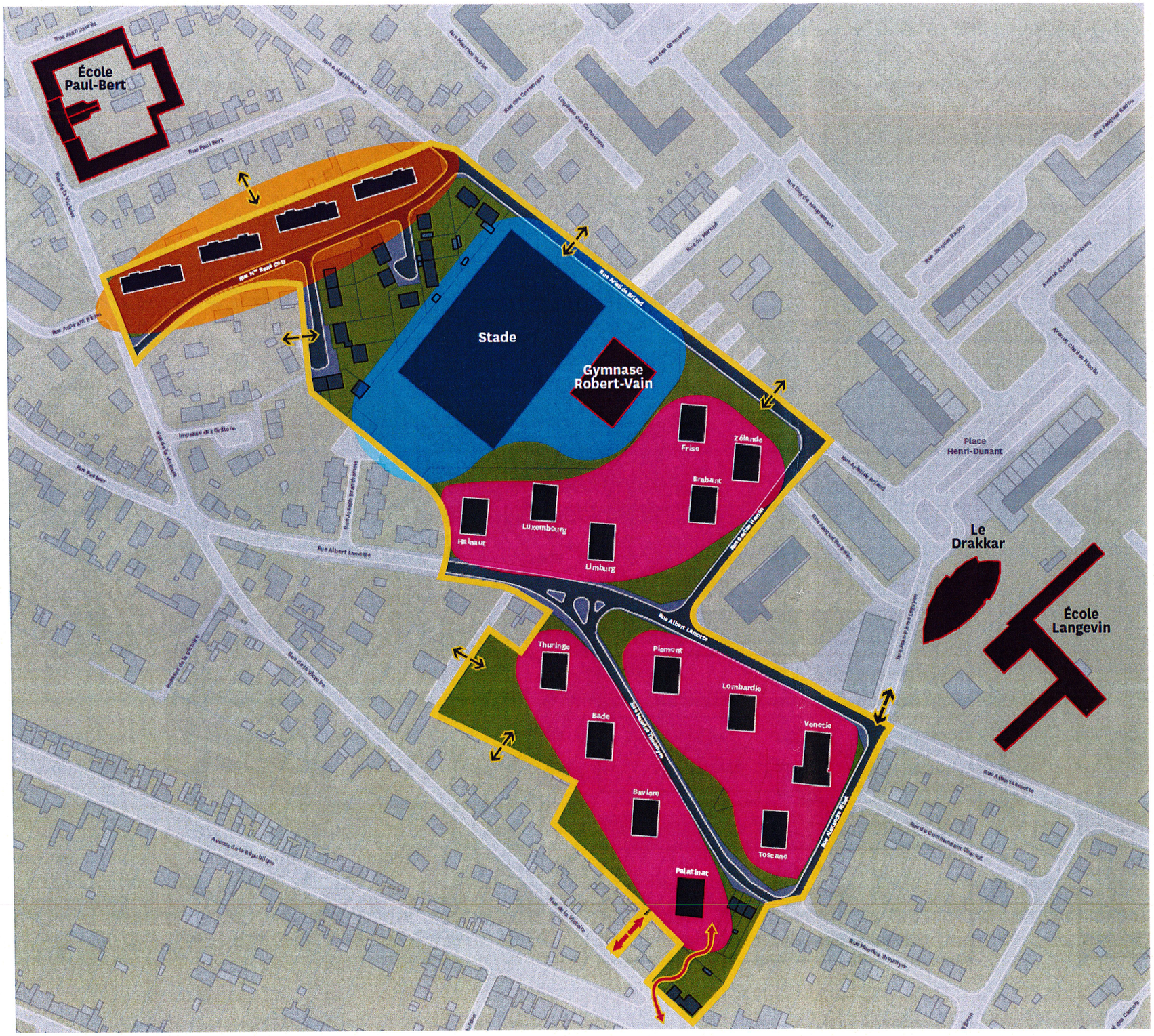
Périmètre Politique de la Ville



Périmètre d'intervention



Secteur Bel Air
Principes d'aménagement urbain

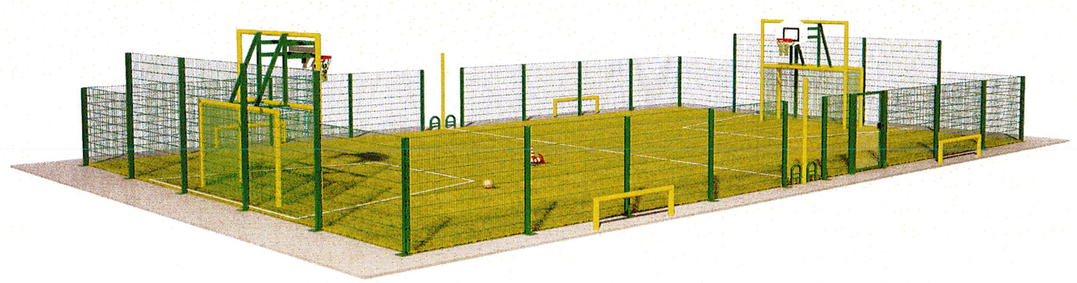


- Résidentialisation d'Habitat 76
- Restructuration du stade et du gymnase Robert Vain
- Restructuration urbaine de Sodineuf Habitat Normand
- Travail d'interface sur les avoisinants
- Liaisons douces à conforter
- Équipements publics à réhabiliter
- Espaces publics à requalifier

Équipements sportifs



Exemple de terrain multisports

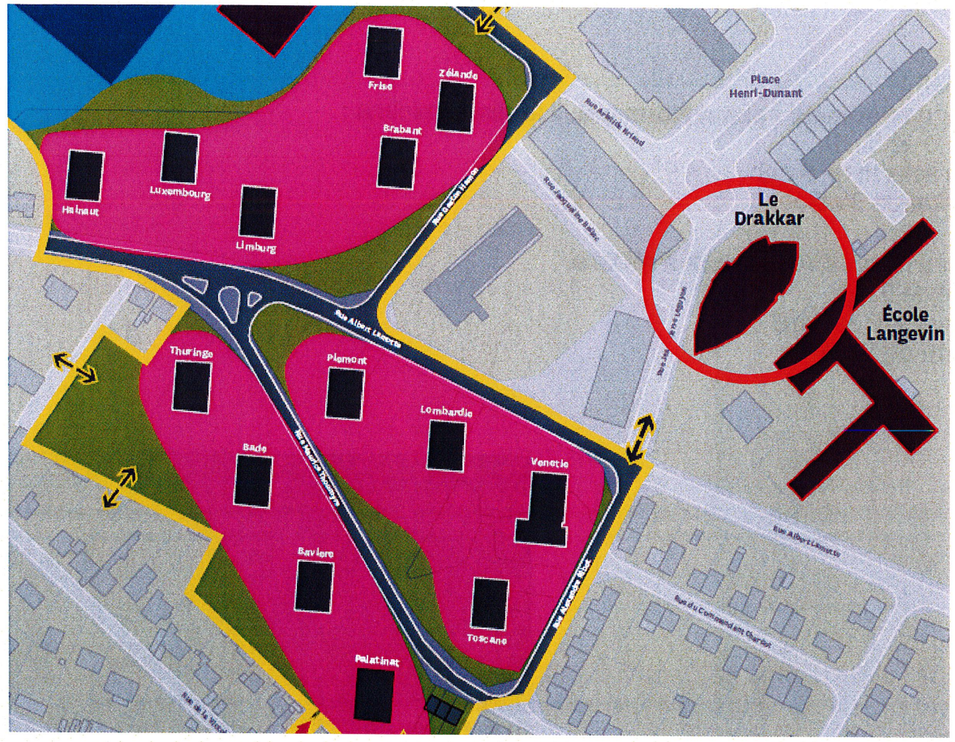


Aires de jeux



Centre culturel du Drakkar





Activités dans la bibliothèque-ludothèque en 2014	
Jeux sur place (enfants, adolescents, adultes et séniors)	14 694
Accueil tout public (enfants, adolescents, adultes, groupes associatifs et déplacements en RPA)	6 180
Accueil des groupes ou des écoles (y compris les rythmes scolaires, les IME et les centres de loisirs)	3 881
TOTAL	24 755

Prêts de documents en 2014	
Nombre d'inscrits en 2014	1 046
Nombre de prêts en 2014	29 578
Nombre moyen d'emprunts par usager	28

Rudologie

Pour Bel Air :

Pour le secteur de **Sodineuf habitat Normand**, il faudra à minima :
- 4 colonnes OM de 5 m3
- 6 colonnes tri sélectif de 5 m3
- 2 colonnes verre de 3 m3

Pour le secteur **d'Habitat 76**, il faudra à minima
- 1 colonne OM de 5 m3
- 1 colonne tri sélectif de 5 m3
- 1 colonne verre de 3 m3



Lignes de Desserte des transports en commun du quartier (Compétence de Dieppe-Maritime)

- lignes régulières :

- ligne 1 4 Poteaux – Clinique Mégival, aux arrêts Briand situé rue Aristide Briand, Dunant situé place Dunant, Camus et Vergons situés avenue Charles Nicolle, Bignon et Victoire situés avenue de la République :

§ 37 allers-retours par jour du lundi au vendredi pendant la période scolaire,
§ 23 allers-retours par jour les samedis et les vacances scolaires sauf été,
§ 24 allers et 22 retours par jour du lundi au samedi pendant l'été,

- **ligne 2 Beau Soleil – Val Druel**, aux arrêts Beau Soleil situé rue Albert Lamotte, Dunant situé place Dunant, Camus et Vergons situés avenue Charles Nicolle :

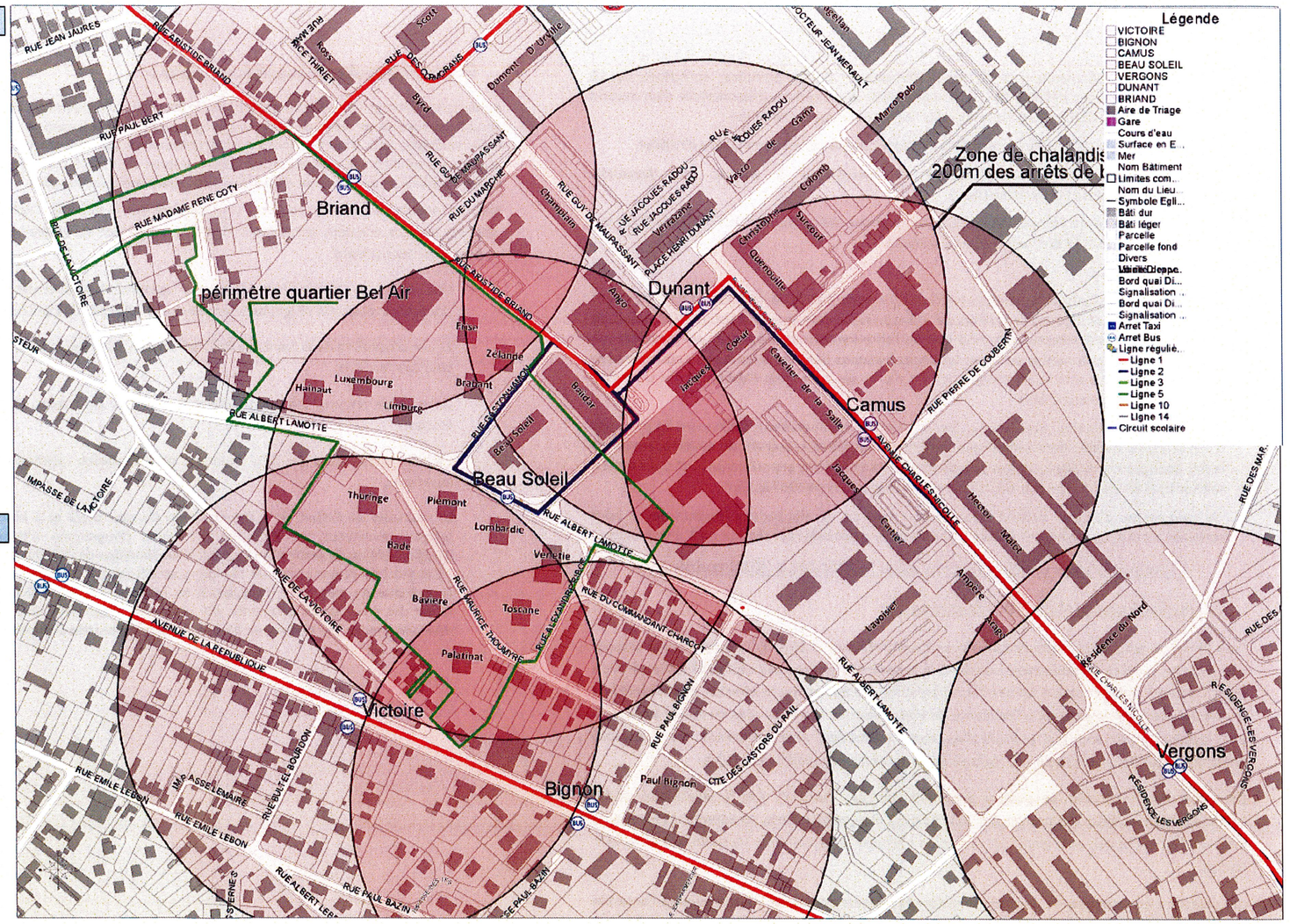
§ 31 allers-retours par jour du lundi au vendredi pendant la période scolaire,
§ 20 allers et 21 retours par jour les samedis et les vacances scolaires sauf été,
§ 20 allers et 21 retours par jour du lundi au samedi pendant l'été,

- ligne 14 Beau Soleil – Val Druel, à l'arrêt Beau Soleil situé rue Albert Lamotte, Dunant situé place Dunant, Camus et Vergons situés avenue Charles Nicolle :

§ 15 allers-retours par jour les dimanches et jours fériés,

- lignes scolaires :

- **circuit 900 renfort ligne 1**, aux arrêts Briand situé rue Aristide Briand, Dunant situé place Dunant, Camus et Vergons situés avenue Charles Nicolle, Bignon et Victoire situés avenue de la République, à 7h21 pour les lycées J. Ango et du Golf (lycées situés en dehors du quartier)



* Les cercles rouges (courbes isométrique de 200 m) correspondent aux zones de chalandise des arrêts

Extrait du Programme Local de l'Habitat – PLH 2013-2018 de Dieppe-Maritime

La Communauté d'agglomération de la région Dieppoise - Dieppe-Maritime, constituée de 16 communes, a engagé par délibération du 9 mars 2010, la procédure d'élaboration d'un second Programme Local de l'Habitat (PLH). Ce second PLH-AEU a pour double ambition :

- d'afficher le projet de développement et la stratégie communautaire en matière d'habitat,
- d'installer une veille environnementale et énergétique **à travers une Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU).**

Le PLH-AEU 2013-2018 de Dieppe-Maritime a été approuvé définitivement le 8 octobre 2013 par délibération 08-10-2013/12 du Conseil communautaire.

On retrouve dans le PLH :

- le diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement avec une analyse des différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs, de l'offre d'hébergement, ainsi que de l'offre foncière. Le diagnostic est complété par une approche visant à mettre en avant les caractéristiques patrimoniales et environnementales des communes et à mettre en exergue les risques et les potentiels d'évolution du territoire, intégrant ainsi la démarche AEU.
- le document d'orientation avec les principes et objectifs du programme, définissant les principes d'une politique durable intercommunale de l'habitat. Sur les trois scénarii de développement de l'offre de logement élaborés, le scénario retenu est intermédiaire aux scénarios 2 et 3 présentés, soit sur les 6 années du PLH la production de 1 600 logements soit 267 lgts/an.
- le programme d'actions détaillé selon quatre axes de développement majeurs, avec pour certaines actions, un tableau récapitulatif des objectifs quantitatifs par secteur ou à la commune.

Principes d'intervention inscrits dans le PLH 2013-2018 traitant :

A. du développement de l'offre de logements :

Pour limiter et enrayer la perte d'habitants sur l'Agglomération et plus spécifiquement sur Dieppe, maintenir les familles qui souhaitent accéder à la propriété et qui souvent quittent l'Agglomération pour construire à des coûts de foncier plus abordables, il a été retenu le principe d'**un objectif de production de 1 600 logements à l'échéance du PLH,** (avec une marge de plus ou moins 10 %)**, soit 267 logements par an, tous produits logements confondus**, pour permettre une croissance maîtrisée du territoire, basée sur une légère augmentation de la population de 0,2 %.

Cet effort de construction se portera prioritairement sur "l'urbain", soit la ville-centre et les communes périurbaines, à proximité des transports et des services. Dans les communes rurales, le principe de développement retenu est celui d'un maintien du dynamisme local limité aux centres bourgs.

Cet objectif a été appréhendé de manière raisonnée, chaque commune interrogée a eu l'occasion d'affirmer sa volonté ou non de poursuivre son développement ; les parcelles à vocation d'habitat ont été recensées en fonction de leur échéance de mobilisation, constituant ainsi un référentiel foncier.

Pour permettre la mise en œuvre de la production neuve, les objectifs à réaliser sont déclinés par secteur. Trois secteurs ont été définis selon une définition similaire à celle du précédent PLH :

- secteur 1 : pôle urbain de Dieppe,
- secteur 2 : les communes-pôles secondaires,
- secteur 3 : les communes à caractère rural.

B. de l'amélioration de la qualité de l'habitat :

Au-delà de l'affichage des objectifs quantitatifs de production de logements neufs, **l'objet du PLH est aussi l'occasion de se doter de moyens pour permettre l'aboutissement des projets d'habitat à coûts maîtrisés, pour s'inscrire dans un cycle vertueux de moindre consommation de l'espace, et pour responsabiliser les communes lors de l'ouverture d'un site à l'urbanisation en analysant les forces et faiblesses du site avant d'en définir la programmation et le projet.**

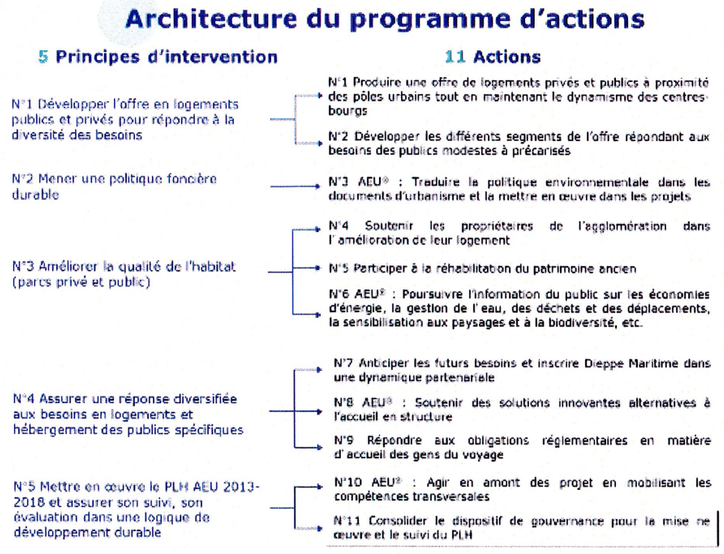
Ainsi les orientations stratégiques du PLH s'appuient sur la volonté d'apporter au territoire les réponses les plus adaptées aux besoins identifiés, en faisant de la qualité environnementale le moteur du développement.

- Une volonté de **renforcer la production de logements locatifs sociaux familiaux** : 36% de la production totale soit 95 lgts/an et **en structures** : 6% soit 100 logts sur les 6 ans du PLH,
- Et une **adaptation de la typologie des logements à produire** en fonction de l'évolution de la structure familiale,
- Un souci de **rationalisation des terrains** à ouvrir à l'urbanisation et recourir au recyclage foncier,
- L'apport d'une **démarche AEU** apportant une **dimension qualitative** à la production de logements,
- **La poursuite de l'effort lié à l'amélioration du parc privé et à la lutte contre l'habitat indigne**, mobilisant les dispositifs en place (Programme d'Intérêt Général / PIG d'Agglomération, Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain / OPAH-RU du centre ancien de Dieppe) pour développer l'amélioration de la performance énergétique du parc privé, l'adaptation au handicap et au vieillissement notamment en faveur des propriétaires-occupants. *NB : A ce jour, Dieppe-Maritime poursuit un projet de développement d'une Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique*.

C. de la réponse diversifiée aux besoins en logements.

Programme d'actions du PLH 2013-2018

Le programme est décliné en 11 actions regroupées autour de 5 principes d'intervention correspondant aux orientations affichées :



On peut à l'intérieur de ce programme distinguer plusieurs types d'actions :

- des **actions opérationnelles incitatives** ayant un effet immédiat, avec l'attribution d'aides financières de Dieppe-Maritime, dans le respect des objectifs quantitatifs et territorialisés définis par secteur et par commune :
  - **secteur 1** - le pôle urbain de Dieppe assurera 59 % de l'offre nouvelle à réaliser.
  - **secteur 2** - les communes - pôles secondaires, au nombre de 7, assureront 33 % de l'offre nouvelle à réaliser. 3 communes plus particulièrement (Offranville, Arques-la-Bataille et Saint-Aubin-sur-Scie) garantiront cette production nouvelle, y compris en logements locatifs sociaux.
  - **secteur 3** - les communes à caractère rural, au nombre de 8, réaliseront au plus 8 % de l'offre nouvelle.

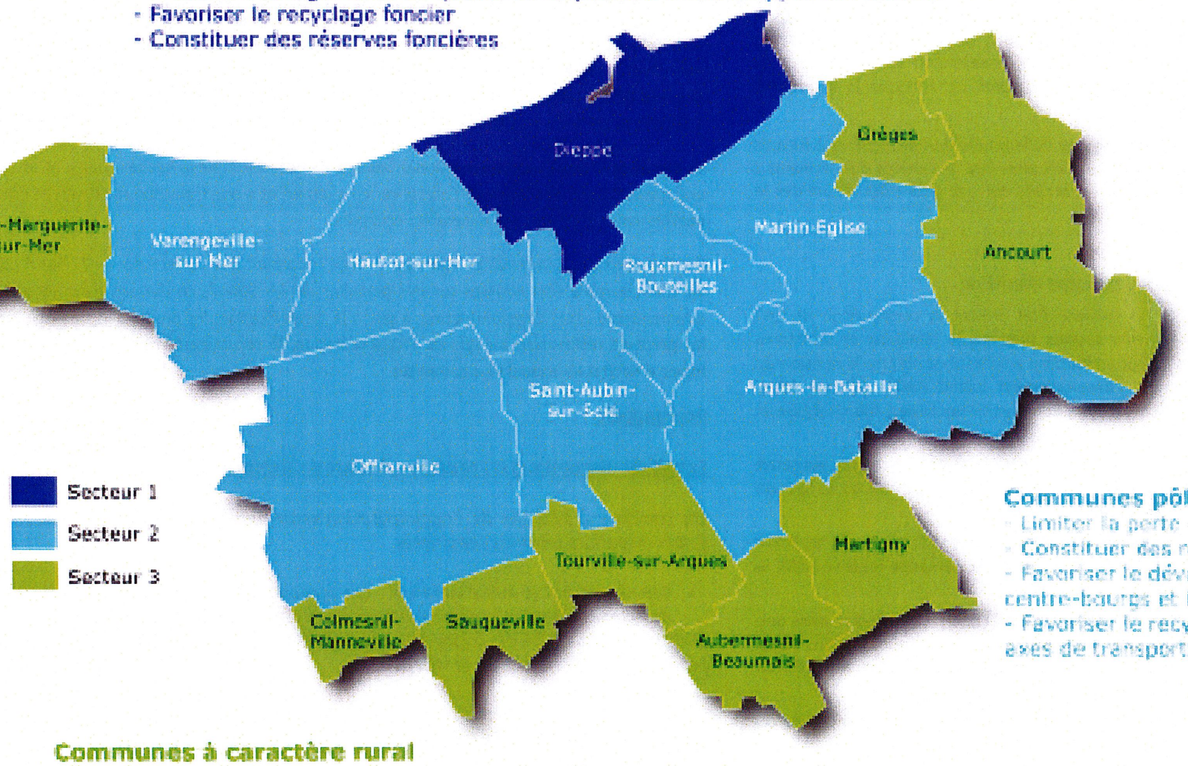
Les aides propres de Dieppe-Maritime sont par ailleurs conditionnées au respect d'une grille de critères donnant lieu à un total de points fondés sur les caractéristiques environnementales de l'opération.

Ces actions concernent également la réhabilitation du parc privé (PIG /OPAH-RU ou nouveau dispositif) : elles ont pour but en s'appuyant sur un dispositif financier incitatif, d'encourager l'amélioration de la performance énergétique et la lutte contre l'habitat dégradé.

Extrait du Programme Local de l'Habitat – PLH 2013-2018 de Dieppe-Maritime

Principes de déclinaison à l'échelle des secteurs

Pôle urbain de Dieppe
- Endiguer la perte de population
- Faciliter le parcours résidentiel des ménages par une offre diversifiée
- Renforcer l'offre en logements locatifs sociaux
- Répondre aux besoins en logement des étudiants et jeunes en insertion
- Poursuivre la rénovation du centre-ville et du patrimoine dieppois
- Produire des logements de qualité et respecteux du développement durable
- Favoriser le recyclage foncier
- Constituer des réserves foncières



Communes pôles secondaires
- Limiter la perte de population
- Constituer des réserves foncières
- Favoriser le développement des centre-bourgs et limiter l'étalement urbain
- Favoriser le recyclage foncier proche des axes de transports et de communication

Communes à caractère rural
- Maintenir le niveau de population et le niveau d'équipements et de services
- Maintenir le dynamisme des centre-bourgs et limiter l'étalement urbain
- Accompagner le vieillissement de la population en répondant aux besoins en logements adaptés
- Préserver le caractère rural et la qualité environnementale

2,5 km

Déclinaison de la production de logements PLH 2013-2018

Production totale de logements et part de chaque secteur dans la production

	Objectif de production total 2013/2018 (6 ans)	Répartition de l'objectif de production total par secteur	*Logements construits entre 1999 et 2010 (11 ans)**	*Répartition des logements construits entre 1999 et 2010*
Secteur 1 - Pôle urbain de Dieppe	942	59%	*1115*	*52%*
Secteur 2 - Communes pôles secondaires	525	33%	*748*	*35%*
Secteur 3 - Communes à caractère rural	133	8%	*287*	*13%*
Total production Dieppe Maritime	1 600	100%	*2 150*	*100%*

*Source : Sitadel2

Déclinaison de la production totale de logements par secteur et par type

	Objectif de production total 2013-2018		dont logements sociaux familiaux et structure			dont privé			dont accession sociale		
Secteur 1 - Pôle urbain de Dieppe	942	59%	506	76%	54%	299	40%	32%	137	76%	15%
Secteur 2 - Communes pôles secondaires	525	33%	146	22%	28%	344	46%	66%	35	19%	7%
Secteur 3 - Communes à caractère rural	133	8%	18	3%	14%	107	14%	80%	8	4%	6%
Total production Dieppe-Maritime	1600	100%	670	100%	42%	750	100%	47%	180	100%	11%

Segmentation de la production de logements sociaux familiaux et en structures par secteur

Secteurs	objectifs	dont PLUS		dont PLAI		dont PLS		Taux de LLS dans prod. totale
Pôle urbain de Dieppe	506	278	63%	104	21%	124	25%	31,6%
Pôles urbains secondaires	146	106	73%	30	21%	10	7%	9,1%
Communes à caractère rural	18	18	100%	0	0%	0	0%	1,1%
Dieppe Maritime	670	402	60%	134	20%	134	20%	41,9%

La production de PLS intègre la résidence étudiante de 80 PLS
La production de PLAI intègre la résidence sociale de 20 PLAI

Extrait du Programme Local de l'Habitat – PLH 2013-2018 de Dieppe-Maritime

- des **actions plus prospectives** de réflexion conduisant, en partenariat avec les communes, à la mise en œuvre d'outils d'aide à la décision qui permettront d'affiner et de rationaliser le choix des terrains à ouvrir à l'urbanisation et/ou d'optimiser l'utilisation de terrains déjà ouverts à l'urbanisation (utilisation du radar d'évaluation des sites et projets) lors de la révision des documents d'urbanisme,

  - des actions visant à l'engagement de Dieppe-Maritime dans des travaux relatifs à l'élaboration des schémas départementaux (schéma gérontologique départemental, renouvellement du PDALPD, ...),

  - ou encore des actions qui visent la recherche de solutions innovantes alternatives à l'accueil en structures collectives des populations spécifiques (ex. l'habitat intergénérationnel comme réponse aux besoins de logements adaptés des personnes vieillissantes).

- des **actions partenariales** d'accompagnement :

  - <u>auprès des communes de l'agglomération :</u>

  - ingénierie technique pour faciliter les montages d'opérations qui intégreront des approches foncières, programmatiques et environnementales,

  - conseil pour la mise en place de procédures de maîtrise foncière (recensement de friches, dents creuses,...) et pour la gestion des risques, nuisances et contraintes liées à l'urbanisation (avec l'apport du SIG intercommunal),

  - <u>auprès des bailleurs publics et privés :</u>

  - suivi annuel de l'avancement des projets en termes de prise en compte des critères d'éligibilité aux aides de Dieppe-Maritime,

  - suivi des moyens mis en place pour communiquer sur l'utilisation des logements BBC et sur les économies d'énergie, ...

- des **actions de fond** indispensables à la réussite du PLH telles que :

  - la mise en place d'indicateurs de suivi pertinents permettant de procéder à une évaluation à mi-parcours, des objectifs de production territorialisés en compatibilité avec les documents d'urbanisme existants, ou encore de mesurer l'impact de la promotion d'un habitat durable et de haute qualité environnementale,

  - la mise en place d'un partenariat avec l'EPFN, qui interviendra comme porteur de projets d'habitat complexes (opérations de recyclage foncier), en lien notamment avec le Programme d'Action Foncière d'Agglomération.

Cette complémentarité des actions donne au PLH un caractère opérationnel tout en lui conférant un caractère prospectif pertinent. Sans rentrer dans le détail des 11 actions, il convient de souligner quelques points qui s'inscrivent complètement dans les priorités de l'État tels que :

- **la répartition à la commune** des objectifs de production des logements et des logements sociaux, bien que certaines communes du secteur 3 « les communes à caractère rural » se voient, pour la plupart d'entre elles, dispensées de produire du logement social. Cette non implication des communes rurales est liée à la présence de contraintes environnementales qui laissent à ces petites communes très peu, voire aucune disponibilité foncière.

- **la diversification des produits logements** proposés aux ménages. L'objectif de production retenu en matière de segmentation de l'offre est le suivant :

  - 60 % de logements sociaux "classiques" en financement PLUS,

  - 20 % de logements "très sociaux" en PLAI, intégrant la réalisation d'un projet de résidence sociale (20 logements),

  - 20 % de logements "intermédiaires" en PLS, intégrant le projet de résidence étudiants (80 logements),

- **une offre neuve en accession à la propriété à coûts abordables** (orientation favorisée dans l'éco-quartier du Val d'Arquet) constitue, pour Dieppe-Maritime, un enjeu important du PLH, dès lors que cette offre, en retenant les ménages avec enfants dans les limites de l'agglomération, permettrait d'enrayer le déficit démographique de l'agglomération et tout particulièrement de la ville-centre.

- **la poursuite de l'effort lié à l'amélioration du parc privé et à la lutte contre l'habitat indigne**, mobilisant les dispositifs en place (PIG /OPAH-RU ou nouveau dispositif) pour développer l'amélioration de la performance énergétique du parc privé, l'adaptation au handicap et au vieillissement notamment en faveur des propriétaires occupants, et anticiper la fin du PIG (2014).

- le **règlement des aides de Dieppe-Maritime** en faveur de la production de logements locatifs sociaux et de l'accession sociale. Le nouveau règlement fait ainsi état de critères discriminants / labellisants autour de la qualité environnementale du projet, qui ont pour effet d'abonder le montant de l'aide.

Le PLH-AEU 2013-2018 de Dieppe-Maritime

En termes de production de logements neufs, le nouveau PLH prévoit la construction de 267 logements par an, dont une centaine de logements sociaux (logements familiaux et structures collectives incluses). Pour atteindre cet objectif, Dieppe-Maritime a sollicité et obtenu la révision du zonage C en B2 afin d'être éligible au dispositif d'investissement locatif PINEL, soit sur les 6 communes suivantes : Dieppe, Offranville, St Aubin-sur-Scie, Rouxmesnil-Bouteilles, Martin-Eglise et Arques-la-Bataille.

L'intérêt de cette révision, est de rendre le territoire plus attractif pour la promotion privée qui serait ainsi incitée à réaliser des opérations offrant des loyers intermédiaires et permettant de ce fait, de diversifier « vers le haut » la production de logements neufs.

Il convient toutefois, au-delà de la révision du zonage sur l'investissement locatif, que sur le territoire de Dieppe-Maritime, qui se caractérise par une pression constante de la demande locative HLM, la construction neuve avec les bailleurs publics se poursuive.

Dieppe-Maritime est impliquée dans la construction d'une politique de l'habitat qui s'inscrit dans une véritable promotion d'un habitat durable, pensée dans une perspective de densification des tissus urbains existants, et qui introduit pour les communes rurales, l'idée de limiter l'offre nouvelle de logements aux centres bourgs dynamiques.

La mise en œuvre de réalisation de ce nouveau PLH devra être cohérent avec les orientations du SCOT actuellement en cours d'élaboration.

En outre, la cohérence entre le nouveau PLH de Dieppe-Maritime et le futur SCOT du Pays Dieppois sera assurée par la déclinaison des objectifs du PLH dans les scénarii de développement du futur SCOT.

Ainsi, globalement, les orientations du PLH s'inscrivent dans les priorités de l'État (politique de l'habitat, politique énergétique) et mettent en évidence, dans le programme d'actions, des aspects prospectifs et durables (nouvelles formes d'habitat, gestion économe de l'espace).

Le fait d'élaborer un PLH avec une approche environnementale de l'urbanisme a permis d'engager une réflexion sur les formes urbaines, sur les pré-requis à l'urbanisation, sur la limitation de l'étalement urbain, sur l'intensification urbaine de certains secteurs tant urbains que ruraux, ...

Inscription du projet ANRU II / Bel Air en lien avec le PLH-AEU 2013-2018 de Dieppe-Maritime

Dans le cadre du projet ANRU II, il est projeté sur le quartier Bel Air à Neuville-lès-Dieppe la démolition de 2 immeubles Thuringe et Bade du bailleur social SODINEUF Habitat Normand construits en 1963, de chacun 20 logements, et la reconstruction en lieu est place de 20 logements individuels, complétée à proximité par la construction d'un petit collectif de 12 logements à l'angle des rues Albert-Lamotte et Gaston-Hamon, entre les immeubles Limburg et Brabant (espace libre de 1 300m²) et par la construction de 10 logements sur l'éco-quartier du Val d'Arquet –est (tranche 2).

Ce projet participe à la recomposition urbaine, à l'amélioration de la mixité urbaine et sociale grâce à une diversifcation des formes d'habitat sur ce quartier, et à une transition résidentielle entre le tissu pavillionnaire et le tissu des ensembles collectifs.

Sur l'emprise des 2 immeubles Thuringe et Bade, occupant une surface de +/- 7 753m², 20 maisons de ville pourront être édifiées sur des parcelles de +/- 300m², ce qui est en cohérence avec les orientations du PLH d'Agglomération, à savoir la diversification des produits logements afin d'élargir les parcours résidentiels au sein de l'Agglomération, le recyclage foncier et le développement de forme d'habitat individuel plus compacte.

<u>Pour rappel :</u>

<u>Extrait du Diagnostic PLH / Structure du parc de logement :</u>

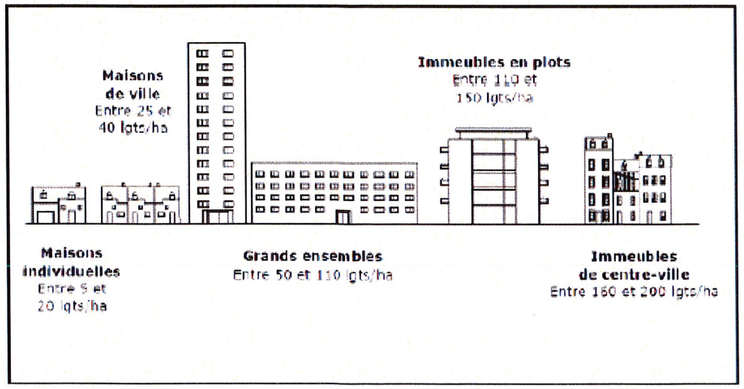
Un équilibre à l'échelle de l'agglomération entre individuel et collectif, qui masque de fortes disparités selon les communes

- *51% de collectif et 49% d'individuel : une proportion de collectif plus importante que pour le département (43%) et la région (37%), en raison du poids de la ville de Dieppe*

Dieppe regroupe 92% des logements collectifs de l'Agglomération (taux de 69% de collectif par rapport au parc total de la ville).

<u>Extrait AEU / PLH : Sensibilisation aux formes et à l'intensité urbaines</u>

Les formes urbaines



ANNEXE 3 : TABLEAU FINANCIER POUR LES ETUDES – 1ère PARTIE

	ETUDES ENVISAGEES		
MAITRE D'OUVRAGE	Ville de Dieppe	Ville de Dieppe	Ville de Dieppe
INTITULE DE L'ETUDE	Schéma directeur d'aménagement d'ensemble du quartier de Bel air	Relevé topographique / frais de géomètre	Etude sur le marché de l'Habitat et les besoins en logements sur Neuville
BASE DE FINANCEMENT PREVISONNELLE HT	**77 000,00 €**	**31 000,00 €**	**20 000,00 €**
FINANCEMENT	**ANRU 30% = 23 100 €**	**ANRU 46,13% = 14 300 €**	**ANRU 25% = 5 000 €**
	CDC 20% = 15 400 €		**CDC 25% = 5 000 €**
	Ville de Dieppe 50% = 38 500 €	**Ville de Dieppe 53,87% = 16 700 €**	**Ville de Dieppe 30% = 6 000 €**
			Sodineuf Habitat Normand 20% = 4 000 €
PERIMETRE DE L'ETUDE	Le périmètre concerne le quartier « Bel Air » compris entre l'avenue de la République au sud, la rue Mme René Coty à l'Ouest, les rues Le Guyon et Ribot à l'Est et la rue Aristide Briand au Nord	Le périmètre concerne le quartier « Bel Air » compris entre l'avenue de la République au sud, la rue Madame René Coty à l'Ouest, les rues Le Guyon et Ribot à l'Est et la rue Aristide Briand au Nord	Le périmètre concerne l'ensemble du quartier de Neuville, y compris le Val d'Arquet.
OBJECTIFS DE L'ETUDE	Afin de travailler l'intégration du quartier « Bel Air » au reste du quartier qui a déjà fait l'objet d'un programme de Rénovation Urbaine dans le cadre de l'ANRU 1 et sa connexion au centre ville ainsi qu'avec l'habitat pavillonnaire voisin, il a été décidé de missionner un cabinet d'études en vue de réaliser un schéma directeur d'ensemble afin d'approfondir les orientations arrêtées entre la ville et les deux bailleurs tant au niveau des espaces publics qu'au niveau du patrimoine de Sodineuf Habitat Normand et d'habitat 76.	Ce relevé sera prépondérant pour la réalisation du schéma directeur et le cabinet d'études en aura absolument besoin dès le démarrage de son travail	Réaliser une étude sur le marché de l'Habitat du quartier de Neuville qui devra analyser l'offre en logements en corrélation avec les besoins identifiés sur ce secteur. Cette étude prendra en compte les projets à venir dont l'éco quartier du Val d'Arquet
CONTENU DE L'ETUDE ET ATTENDUS	Ce schéma directeur constituera, à l'échelle du quartier, le pendant de la mission confiée au paysagiste conseil pour l'ANRU 1. Ce schéma directeur permettra aussi d'approfondir les coûts liés aux investissements envisagés. Cette étude devra également permettre d'obtenir une vision du quartier à 10 ou 15 ans.	Ce relevé servira de base au cabinet en charge du schéma directeur pour la réalisation de son étude. ,	Cette étude devra permettre de vérifier l'opportunité de la démolition de quarante logements des deux immeubles Thuringe et Bade ainsi que de définir si besoin est, le type de logements à reconstruire sur les terrains libérés.
DATE PREVISIONNELLE DE LANCEMENT	**06/17**	**04/17**	**06/17**
DUREE (après attribution des marchés de prestations)	**12 MOIS**	**2 MOIS**	**8 MOIS**

ANNEXE 3 : TABLEAU FINANCIER POUR LES ETUDES – 2ème PARTIE Diagnostics sur les logements et les réseaux

	ETUDES ENVISAGEES	
MAITRE D'OUVRAGE	Habitat 76	Habitat 76
INTITULE DE L'ETUDE	Diagnostic amiante sur les parties communes des 4 immeubles d'Habitat 76	Diagnostic des réseaux sous parcellaire Habitat 76
BASE DE FINANCEMENT PREVISONNELLE HT	**6 000,00 €**	**10 000,00 €**
FINANCEMENT	**Habitat 76 -100% = 6 000 €**	**Habitat 76 - 100% = 10 000 €**
PERIMETRE DE L'ETUDE	Les immeubles d'Habitat 76 de la rue Madame René COTY. Cette rue est intégrée dans le périmètre du quartier « Bel Air » compris entre l'avenue de la République au sud, la rue Madame René Coty à l'Ouest, les rues Le Guyon et Ribot à l'Est et la rue Aristide Briand au Nord	Les immeubles d'Habitat 76 de la rue Madame René COTY. Cette rue est intégrée dans le périmètre du quartier « Bel Air » compris entre l'avenue de la République au sud, la rue Madame René Coty à l'Ouest, les rues Le Guyon et Ribot à l'Est et la rue Aristide Briand au Nord
OBJECTIFS DE L'ETUDE	Juger de la présence d'amiante dans les parties communes avant la réalisation d'éventuels travaux d'aménagement de ces espaces.	Juger de l'état des réseaux avant la réalisation des travaux de résidentialisation. Le résultat de ce diagnostic sera indispensable pour le démarrage de l'étude du schéma directeur.
CONTENU DE L'ETUDE ET ATTENDUS	Le résultat de ce diagnostic permettra dans l'hypothèse de travaux d'aménagement intérieur d'estimer le coût du désamiantage et de programmer de futurs travaux en vue de l'amélioration de la qualité de vie des locataires.	Ce diagnostic, permettra de juger de leur état et leur réhabilitation éventuelle avant la réalisation des travaux de résidentialisation Dans l'hypothèse de documents déjà existants, ce diagnostic permettra de vérifier les données disponibles et leur pertinence pour ceux qui seront en mauvais état.
DATE PREVISIONNELLE DE LANCEMENT	**04/17**	**04/17**
DUREE (après attribution des marchés de prestations)	**3 MOIS**	**3 MOIS**

ANNEXE 4: TABLEAU FINANCIER POUR LES POSTES EN INGENIERIE DE PROJET

	POSTES EN INGENIERIE DE PROJET POSTES EN INGENIERIE DE PROJET	
MAITRE D'OUVRAGE	Ville de Dieppe	Ville de Dieppe
TYPE D 'ACTION	Poste de chef de projets RU- PNRU 2 –0,5 ETP	Poste de chargé de projet en appui au chef de projets RU-PNRU 2 –0,5 ETP
BASE DE FINANCEMENT PREVISONNELLE HT	**86 250,00 €**	**86 250,00 €**
FINANCEMENT	**ANRU 50% = 43 125 €**	**ANRU 50% = 43 125 €**
	Ville de Dieppe 50% = 43 125 €	**Ville de Dieppe 50% = 43 125 €**
DUREE	**18 MOIS**	**18 MOIS**

ANNEXE 5 : TABLEAU FINANCIER POUR L'ASSOCIATION DES HABITANTS ET DES USAGERS AU PROJET

	ASSOCIATION DES HABITANTS ET DES USAGERS AU PROJET	
MAITRE D'OUVRAGE	Ville de Dieppe	Ville de Dieppe
TYPE D 'ACTION	Frais de reproduction, élaboration de panneaux...	Travail de mémoire : intervention artistique
BASE DE FINANCEMENT PREVISONNELLE HT	**15 000,00 €**	**15 000,00 €**
FINANCEMENT	**ANRU 50% = 7 500 €**	**ANRU 50% = 7 500 €**
	Ville de Dieppe 50% = 7 500 €	**Ville de Dieppe 50% = 7 500€**
DUREE	**18 MOIS**	**18 MOIS**